



Assemblée générale

Distr. générale
23 septembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 127 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 5 e) ii) de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale, en date du 29 juillet 1994, le Secrétaire général transmet ci-joint à l'Assemblée le cinquième rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne, qui porte sur la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 (voir annexe).
2. Le Secrétaire général souscrit aux observations que le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a formulées dans sa préface, selon lesquelles l'indépendance du Bureau n'a jamais été compromise depuis qu'il en assure la direction. Il a bénéficié de l'appui sans réserve du Secrétaire général.
3. L'action que mène le Bureau des services de contrôle interne en vue d'instaurer une collaboration avec les autres organes de contrôle, notamment le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection, et de coordonner son programme de travail avec le leur, est vivement appréciée.

Annexe

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Préface du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne		7
I. Gestion générale du Bureau des services de contrôle interne	1–13	10
A. Introduction	1–3	10
B. Suivi de l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne	4–9	10
C. Renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels	10–12	11
D. Priorités	13	12
<i>Encadrés</i>		
Économies réalisées et sommes recouvrées grâce aux interventions du Bureau des services de contrôle interne, 1er juillet 1998-30 juin 1999		13
Taux d'application des recommandations d'audit du Bureau des services de contrôle interne		13
Objectifs des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne à l'intention des administrateurs de programme, 1er juillet 1998-30 juin 1999		14
II. Domaines à contrôler en priorité	14–90	15
A. Maintien de la paix	14–38	15
1. Activités d'audit concernant les opérations de maintien de la paix ..	14–23	15
2. Audits du processus de liquidation des missions	24–29	16
3. Évaluation de la phase de démarrage et de la phase finale des opérations de maintien de la paix	30–31	18
4. Enquêtes sur les missions de maintien de la paix	32–38	18
B. Activités humanitaires et activités connexes	39–61	19
1. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	39–57	19
2. Bureau de coordination des affaires humanitaires	58	23
3. Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	59–60	23
4. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	61	23
C. Achats	62–68	23
1. Réforme des achats	62	23
2. Autres questions relatives aux achats	63–68	24
D. Problèmes liés à la création de nouveaux organes	69–72	25
1. Tribunaux internationaux	69–71	25
2. Secrétariat de la Convention de Bâle	72	25

E.	Gestion des ressources humaines	73–80	26
1.	Observations générales	73	26
2.	Emploi de retraités	74–76	26
3.	Audit de gestion du Service mobile	77–78	26
4.	Administration du personnel à la Commission d'indemnisation des Nations Unies	79	27
5.	Conseils de gestion	80	27
F.	Informatique et problèmes liés au passage à l'an 2000	81–90	27
1.	Gestion des problèmes liés au passage à l'an 2000	81–83	27
2.	Examen de l'augmentation du coût du contrat de mise en place du Système intégré de gestion	84–86	28
3.	Gestion de la bureautique au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et au Tribunal pénal international pour le Rwanda	87–89	28
4.	Audit de la gestion de la bureautique à l'Office des Nations Unies à Nairobi	90	28
III.	Exposé récapitulatif des principales activités par type de contrôle	91–167	30
A.	Audit et conseils de gestion	91–122	30
1.	Généralités	91–95	30
2.	Principales constatations et recommandations	96–121	31
3.	État d'avancement des audits en cours demandés par l'Assemblée générale	122	35
B.	Investigations	123–137	35
1.	Situation d'ensemble	123–128	35
2.	Affaires caractéristiques	129–137	36
C.	Inspection	138–156	38
1.	Nouvelles inspections	138–142	38
2.	Contrôle continu de l'application des recommandations	143–149	39
3.	Visites d'inspection effectuées par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne	150–156	40
D.	Contrôle	157–161	40
E.	Évaluation	162–167	41

Appendices

I.	Recommandations importantes formulées dans les précédents rapports du Bureau des services de contrôle interne qui n'ont pas été pleinement suivies d'effets	44
II.	Rapports présentés par le Bureau des services de contrôle interne entre le 1er juillet 1998 et le 30 juin 1999	45

Préface du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne

Le présent rapport est le dernier rapport annuel publié sous ma signature, mon contrat de cinq ans se terminant en novembre 1999, peu après la date de publication du présent document.

Le fait que j'ai assumé mes fonctions dans le cadre d'un contrat de durée déterminée, non prorogeable et non renouvelable, a été un élément essentiel de mon indépendance, tout comme la liberté que j'ai eue de choisir les questions devant faire l'objet d'un contrôle et l'occasion que j'ai eue d'adresser mes rapports, par l'intermédiaire du Secrétaire général, à l'Assemblée générale;

L'indépendance du Bureau des services de contrôle interne est son atout le plus important, voire un atout indispensable. Je suis fier de pouvoir dire que cette indépendance n'a jamais été compromise depuis que j'ai assumé mes fonctions. J'ai bénéficié de l'appui sans réserve des deux Secrétaires généraux avec lesquels j'ai travaillé.

Le Bureau des services de contrôle interne a fait des progrès remarquables au cours des dernières années. Seuls ceux qui travaillent à l'ONU peuvent vraiment comprendre la complexité de la mise en place d'un mécanisme de contrôle interne efficace dans une organisation internationale et multiculturelle dont les fonctionnaires n'avaient pas été habitués de voir leurs activités passées au peigne fin pendant près de 50 ans.

Au début, l'appréhension et la peur, les doutes et les malentendus au sujet du Bureau des services de contrôle interne étaient intenses et opiniâtres; d'entrée de jeu, j'ai eu à mener une campagne d'instauration d'un climat de confiance pour faire comprendre à toutes les parties intéressées que ce bureau avait l'intention d'être un partenaire plutôt qu'un adversaire de l'Administration, de prévenir plutôt que de guérir, de promouvoir l'efficacité et la bonne marche de l'Organisation plutôt que de chercher à châtier d'éventuels responsables. Je suis convaincu qu'entre-temps l'essentiel de mon message au sujet de la mission du Bureau a été bien compris. Certes, des tentatives d'attaquer et de discréditer notre travail, mettant en doute sa qualité professionnelle ou évoquant une «mission secrète», continueront sans doute de se produire, et nous ne devons pas les minimiser mais les prendre au sérieux, mais davantage de responsables considèrent nos activités de contrôle comme une occasion de réfléchir à leurs propres méthodes de travail ou comme un instrument de certification de leur travail. De plus en plus, l'avis du

Bureau est activement recherché. L'accroissement régulier du taux d'application des quelque 6 000 recommandations que le Bureau a formulées jusqu'ici témoignent également du fait qu'il est devenu un instrument de changement dans l'Organisation des Nations Unies, notamment pour ce qui est de renforcer les contrôles internes et d'améliorer la gestion.

En outre, le Bureau des services de contrôle interne, en tant que mécanisme indépendant de contrôle interne systématique, est devenu un catalyseur qui a permis de porter davantage d'attention à des mécanismes analogues existant ailleurs dans le système des Nations Unies et de les renforcer. Un certain nombre d'institutions spécialisées, ainsi que des fonds et programmes administrés séparément, ont renforcé leurs propres services de contrôle en s'inspirant du concept du Bureau des services de contrôle interne et continuent à nous demander des conseils. La réunion des représentants des services d'audit interne des organismes de Nations Unies et institutions multilatérales qui s'est tenue à Paris cette année a reconnu explicitement l'impact que le Bureau a à l'échelle du système en tant que source d'inspiration pour d'autres.

Les services que le Bureau des services de contrôle interne prête directement à des fonds et programmes se sont intensifiés dans plusieurs domaines. En ce qui concerne le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le mémorandum d'accord de 1996 prévoyant la fourniture par le Bureau de services d'audit interne au HCR a été revu et mis à jour compte tenu de l'importance accrue que les opérations de secours aux réfugiés revêtent dans le monde entier et les besoins de contrôle qui en découlent. En conséquence, la Section du HCR de la Division de l'audit et des conseils de gestion a été renforcée et ses activités davantage axées sur le terrain grâce à la présence de plusieurs vérificateurs résidents. En ce qui concerne le rôle des vérificateurs résidents, le mécanisme mis au point par la Division prouve son utilité dans un certain nombre de missions de maintien de la paix depuis plusieurs années déjà. Entre-temps, la pratique a été étendue au Programme Iraq et, plus récemment, aux missions au Timor oriental et au Kosovo.

Le nombre d'affaires, d'ailleurs de plus en plus complexes, dont s'occupe la Section des investigations, tant au Secrétariat que pour le compte de fonds et de programmes, ne cesse d'augmenter. En particulier, les affaires qui ont donné lieu à une action en justice dans

plusieurs pays hôtes de l'ONU nécessitent une assistance intensive et de longue haleine de la part des enquêteurs du Bureau. La charge de travail de cette section demeure très importante, ce qui illustre bien la nécessité d'un mécanisme d'enquête professionnel dans toute administration publique importante.

Les rapports que le Bureau a transmis à l'Assemblée générale au cours des 12 derniers mois ont de nouveau suscité l'intérêt des États Membres, des délégations et du public. J'ai également reçu la visite de nombreux parlementaires et autres représentants haut placés d'États Membres, qui ont exprimé le souhait d'être informés sur les fonctions et activités du Bureau et avec lesquels le dialogue au sujet d'activités de contrôle a été à la fois stimulant et gratifiant.

La coopération et la coordination avec le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection ont de nouveau été fructueuses et régulières, ce qui a permis de constater que non seulement les doubles emplois et les chevauchements pouvaient être évités mais que l'échange d'informations et de résultats d'enquêtes pouvait créer une synergie entre les différents organes de contrôle.

Je suis convaincu que, lorsque je quitterai l'Organisation à la mi-novembre 1999, je pourrai remettre à mon successeur un Bureau des services de contrôle interne qui fonctionne de façon satisfaisante et qui a trouvé le rôle et la place qui lui reviennent dans la nouvelle culture de gestion de l'Organisation des Nations Unies.

J'ai une dette de reconnaissance envers mes collaborateurs qui ont contribué au succès du Bureau et dont je suis arrivé à apprécier le dévouement et le professionnalisme au cours des années que j'ai passées ici.

Le sentiment que j'ai d'avoir contribué à améliorer le fonctionnement de l'ONU est cependant quelque peu amoindri par le fait que j'ai été manifestement incapable de dissiper les réserves formulées par plusieurs États Membres à l'égard de ce nouveau Bureau et de ses activités. Je m'y suis pourtant employé. J'ai passé des heures et des heures à expliquer dans le menu détail, lors de séances officielles et officieuses de la Cinquième Commission et du Comité du programme et de la coordination, tous les aspects imaginables des opérations du Bureau. Je me suis entretenu personnellement avec diverses délégations et ai participé à des colloques et conférences organisés par des sympathisants bien intentionnés des Nations Unies pour leur exposer ma façon de voir la fonction de contrôle préventive, leur expliquer comment j'interprétais la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale et souligner

la façon tout à fait impartiale dont ce Bureau s'acquitte de ses tâches, mon premier objectif, et non des moindres, étant de renforcer l'efficacité de l'Organisation, mais je n'ai pas réussi à gagner la confiance et l'approbation de toutes les délégations.

À l'heure où j'écris ces lignes, trois rapports annuels précédents, ainsi que plusieurs rapports individuels du Bureau, qui ont été transmis et présentés il y a longtemps déjà, n'ont toujours pas suscité la moindre réaction officielle de la Cinquième Commission, bien qu'ils aient été examinés de façon approfondie et fait l'objet de commentaires détaillés dans cette instance.

Je ne puis qu'exprimer l'espoir que l'on finira par sortir de cette impasse et que la valeur ajoutée aux travaux de l'Organisation par cet organe de contrôle interne indépendant sera reconnue par toutes les parties prenantes.

Aujourd'hui, alors que l'on avance vers le nouveau millénaire et les défis mondiaux qui l'accompagnent, l'ONU est une organisation qui s'est améliorée, à maints égards, par rapport à il y a cinq ans, par exemple, et le renforcement du contrôle a joué un rôle dans ce changement.

Toutefois, d'autres améliorations s'imposent au sein de l'ONU. Les contrôles internes ne sont pas encore assez dynamiques; l'obligation redditionnelle continue d'être une notion confuse et mal comprise; la délégation de pouvoirs doit être exercée de façon efficace; et la gestion des ressources humaines doit faire l'objet de nouvelles réformes, notamment en ce qui concerne l'organisation des carrières, une rotation plus fréquente du personnel, un renforcement du soutien apporté par les services organiques aux relations entre le personnel et l'Administration et le système de notation des fonctionnaires. La gestion des documents doit être organisée de façon plus systématique dans l'ensemble de l'Organisation afin de renforcer la mémoire institutionnelle et la sécurité des documents. Le recours aux techniques d'information de pointe demeure un objectif qui n'a pas encore été atteint. La distance opérationnelle et psychologique qui sépare le Siège du terrain, c'est-à-dire les autres lieux d'affectation, bien que quelque peu «réduite» par le recours au courrier électronique et les comités exécutifs créés dans le cadre du processus de réforme, demeure un problème.

Au-delà de ces problèmes de gestion, d'autres phénomènes plus généraux qui ont retenu mon attention ces dernières années continuent d'entraver le fonctionnement quotidien de l'Organisation :

Les relations entre le personnel et l'Administration sont caractérisées par l'antagonisme plutôt que par l'esprit de coopération;

Bon nombre d'États Membres ont une attitude exagérément critique à l'égard de l'Administration de l'ONU, ce qui a amené plus d'une fois des organes délibérants à faire de la microgestion;

Le nombre de mandats ne fait que croître alors qu'il serait souhaitable de le réduire et de redéfinir les priorités de l'Organisation;

Un énorme fossé sépare ce que la communauté mondiale attend de l'ONU et les maigres ressources qu'elle met à la disposition de l'Organisation.

Cela dit, je tiens à dire à quel point je suis fier et satisfait d'avoir été choisi pour servir l'Organisation internationale dont l'importance ne peut qu'aller grandissante dans cet environnement mondial qui est le nôtre.

Le Secrétaire général adjoint
aux services de contrôle interne
(*Signé*) Karl Th. **Paschke**

New York, le 31 juillet 1998

I. Gestion générale du Bureau des services de contrôle interne

A. Introduction

1. Dans sa résolution 48/218 B du 29 juillet 1994, par laquelle elle a créé le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), l'Assemblée générale a exprimé l'intention de renforcer les fonctions de contrôle à l'Organisation des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne l'évaluation, l'audit, les investigations et le suivi de l'application des recommandations, compte tenu de l'importance, du coût et de la complexité accrus des activités de l'Organisation. Elle a également mis l'accent sur le rôle de dynamisation et de conseil du nouveau Bureau, dont elle attendait qu'il apporte aux administrateurs de programme l'assistance et l'appui méthodologique nécessaires pour leur permettre d'exercer leurs fonctions avec efficacité. Le 24 août 1994, par sa décision 48/323, l'Assemblée a approuvé la nomination de M. Karl Th. Paschke, qui a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne le 15 novembre 1994 pour un mandat de cinq ans non renouvelable et non prorogeable qui expirera le 14 novembre 1999.

2. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 48/218 B, des circulaires administratives ont précisé le rôle du BSCI. Les mécanismes d'application de la résolution 48/218 B et la mission et les attributions du BSCI sont définis dans la circulaire du Secrétaire général en date du 7 septembre 1994 (ST/SGB/273). Une instruction administrative (ST/AI/397), également parue le 7 septembre 1994, indique la marche à suivre pour signaler des irrégularités au BSCI. Une circulaire du 25 avril 1996 (ST/IC/1996/29) donne des précisions sur le mandat du BSCI dans le contexte juridique de l'Organisation des Nations Unies. Afin d'améliorer la transparence de ses activités, le BSCI continue de revoir les procédures existantes et d'en élaborer de nouvelles.

3. Le nombre de rapports publiés par le Bureau des services de contrôle augmente régulièrement d'année en année depuis sa création : 12 en 1995, 13 en 1996, 16 en 1997, 20 en 1998 et probablement 20 en 1999.

Le nombre de rapports publiés par le Bureau des services de contrôle augmente régulièrement d'année en année depuis sa création.

B. Suivi de l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne

4. La circulaire ST/SGB/273 contient, aux alinéas a) à h) de son paragraphe 28, une énumération des huit catégories d'éléments d'information devant figurer dans les rapports annuels du Bureau des services de contrôle interne. Conformément à ces huit alinéas, le présent rapport comprend les éléments suivants :

a) et b) Exposé des problèmes, irrégularités ou carences notables : voir les paragraphes 14 à 173;

c) Exposé des recommandations que le Secrétaire général n'a pas approuvées : ce cas ne s'est pas présenté; le Secrétaire général a estimé nécessaire de continuer à examiner les recommandations du Bureau concernant le Tribunal pénal international pour le Rwanda : voir les paragraphes 70 et 71;

d) et e) Relevé des recommandations formulées dans les rapports précédents quant à des mesures correctives qui n'ont pas été complètement appliquées ou à des modifications apportées par les responsables de la gestion à une décision prise au cours d'une période précédente : voir l'appendice I;

f) et g) Indications concernant des recommandations sur lesquelles l'accord n'a pu se faire avec les responsables de la gestion ou des cas où l'information ou l'aide demandée ont été refusées : il ne s'est pas présenté de situation de ce genre;

h) Montant des économies recommandées et sommes recouvrées : voir l'encadré qui fait suite au paragraphe 13.

5. Conformément à son mandat, le BSCI rend compte de l'application de ses recommandations au Secrétaire général deux fois par an. Depuis son dernier rapport annuel, il a présenté deux rapports à ce titre, pour les périodes du 1er juillet au 31 décembre 1998, et du 1er janvier au 30 juin 1999. Le suivi des recommandations est maintenant assuré au moyen d'un système informatisé. Le BSCI a continué de veiller de près à la pleine application de ses recommandations en matière d'audit, d'inspection, d'évaluation et d'investigation, ce qui suppose l'instauration d'un dialogue permanent avec ses clients.

Il a redoublé d'efforts pour garantir la qualité et l'utilité des recommandations, ce qui a eu des effets positifs sur leur application.

Le suivi des recommandations est assuré au moyen d'un système informatisé.

6. Il est important de suivre l'application des recommandations du BSCI à des fins de a) vérification du respect des recommandations, b) détermination de l'impact des travaux du BSCI sur les activités de l'Organisation, et c) de planification stratégique des futures activités de contrôle. Dans ses neuvième et dixième rapports semestriels au Secrétaire général, le BSCI a commencé d'analyser les effets de ses recommandations sur les différents domaines d'activité de chacun des départements clients. L'examen du nombre de recommandations formulées pour chaque domaine d'activité dans les rapports semestriels présentés au Secrétaire général et du degré d'application des recommandations par chacun des quatre principaux clients a permis d'élaborer une synthèse utile. Le Cabinet du Secrétaire général s'est dit satisfait de cette nouvelle façon de rendre compte des recommandations du BSCI et de leur application.

7. Entre le 1er octobre 1994, date de création du BSCI, et le 30 juin 1999, la Division de l'audit et des conseils de gestion a fourni des données analytiques sur quatre grands clients : le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de la gestion, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Département des affaires économiques et sociales. Près de la moitié des recommandations formulées par le BSCI concernaient ces clients. Au cours de la période considérée, c'est le Département des opérations de maintien de la paix qui a continué à faire l'objet du plus grand nombre de recommandations, 18 % environ des recommandations du BSCI lui étant consacrées. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a fait l'objet de 13 % des recommandations, tandis que le Département de la gestion et le PNUE en totalisaient chacun 11 % environ.

8. Entre le 1er octobre 1994 et le 30 juin 1999, le BSCI a formulé 6 675 recommandations. Sur les 6 201 recommandations d'audit formulées, 72 % ont été appliquées. La Section des investigations a formulé 324 recommandations, dont 85 % ont été appliquées, et le Groupe central de contrôle et d'inspection a émis 150 recommandations, appliquées à 82 %. Les recommandations formulées par le Groupe central d'évaluation sont destinées aux États Membres et leur application est suivie de manière diffé-

rente, des rapports devant être présentés au Comité du programme et de la coordination (voir par. 165 à 168).

9. Au cours de la période considérée, c'est-à-dire du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, la Division de l'audit et des conseils de gestion a émis 744 recommandations, appliquées à 37 %. La Section des investigations en a formulé 97, appliquées à 57 %. Le Groupe central de contrôle et d'inspection a émis de nouvelles recommandations après la fin de la période à l'examen; leur taux d'application sera donc indiqué dans le prochain rapport annuel. Les recommandations présentées par le Groupe central d'évaluation au Comité du programme et de la coordination à sa trente-neuvième session et les mesures prises par le Comité sont exposées plus loin aux paragraphes 165 à 168.

C. Renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels

10. Au cours de la période considérée, la Cinquième Commission a brièvement examiné le rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels mais n'a pas encore conclu ses débats sur la question. Il convient toutefois de noter que de nombreux fonds et programmes continuent de collaborer étroitement avec le BSCI et ont pris eux-même des mesures pour renforcer leurs mécanismes de contrôle. La Section des investigations continue de leur offrir son assistance.

11. Le rapport de l'an passé avait constaté que les organes de contrôle interne des organismes des Nations Unies avaient de plus en plus tendance à collaborer, à mettre en commun leurs données d'expérience, à tirer parti des enseignements qu'ils ont tirés de l'expérience et à se prêter concours. Cette tendance se confirme. La Section des investigations a organisé en septembre 1999, à New York, la première Conférence des investigateurs du système des Nations Unies. Les participants ont débattu de diverses questions, et notamment de la confidentialité et du respect de la procédure, de l'interaction avec les clients, de l'élaboration de rapports et des opérations sur le terrain.

12. Dans le cadre de l'action qu'il mène en vue de renforcer la fonction de contrôle dans les organismes des Nations Unies, le BSCI a signé des mémorandums d'accord pour la fourniture de services de contrôle interne au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), au Centre du commerce international (CNUCED/OMC) et à la Commission d'indemnisation des Nations Unies. Il

fournit également des services d'audit au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. L'Administration a reconnu que ces arrangements étaient efficaces et utiles. Dans certains cas, les ressources consacrées à l'audit sont en augmentation.

D. Priorités

13. Dans son premier rapport annuel (A/50/459, annexe), le Bureau des services de contrôle interne avait défini trois domaines à contrôler en priorité : maintien de la paix; activités humanitaires et activités connexes; achats. Durant la période couverte par son rapport de 1996 (A/51/432, annexe), il a ajouté un quatrième domaine prioritaire, à savoir les problèmes soulevés par la création de nouveaux organes. Dans sa résolution 51/241 du 31 juillet 1997, l'Assemblée générale a recensé plusieurs domaines qui méritent d'être examinés de manière plus approfondie par les organes de contrôle de l'Organisation. Étant donné que plusieurs d'entre eux intéressent la gestion des ressources humaines, le Bureau des services de contrôle interne les a intégrés l'année dernière à ses priorités. Ces priorités valent toujours pour la période couverte par le présent rapport annuel. Par ailleurs, au cours de l'année écoulée, le Bureau a donné la priorité aux examens de la gestion des techniques de traitement de l'information, y compris les efforts faits par le Siège de l'ONU et les bureaux extérieurs pour se préparer au passage à l'an 2000.

Économies réalisées et sommes recouvrées grâce aux interventions du Bureau des services de contrôle interne, 1er juillet 1998-30 juin 1999

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Nature des incidences financières</i>	<i>Montant identifié et recommandé</i>	<i>Économies réalisées et sommes recouvrées</i>
Perte ou gaspillage de ressources	10,2	0,4
Recouvrement de trop-perçus (non récurrent)	16,1	15,0
Réduction des dépenses (non récurrent)	— ^a	2,3
Réduction des dépenses (récurrent)	2,9	1,4
Recettes supplémentaires (non récurrent)	0,1	—
Recettes supplémentaires (récurrent)	— ^a	—
Compressions budgétaires en application des recommandations du Bureau	5,1	4,0
Recouvrement de montants détournés	3,3	0,4
Total	37,8	23,5
^a Moins de 25 000 dollars.		

Taux d'application des recommandations d'audit du Bureau des services de contrôle interne

Période considérée*	Nombre total de recomman- dations	Taux d'application au					
		30 septembre 1995	31 décembre 1995	30 juin 1996	30 juin 1997	30 juin 1998	30 juin 1999
1er avril-30 septembre 1995	1 057	31	37	58	67	70	76
1er octobre-31 décembre 1995	480	—	59	59	66	66	69
1er janvier-30 juin 1996	1 162	—	—	41	67	71	73
Total ou moyennes	2 699	31	44	51	67	70	73
* Le Bureau ne formulera plus de recommandations concernant la période allant du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995 et ne définira pas d'autres critères de suivi. Le taux d'application des 1 343 recommandations formulées pour cette période est de 84 %.							
Période considérée	Nombre total de recomman- dations ^a	Taux d'application au					
		31 décembre 1996	30 juin 1997	30 juin 1998	30 juin 1999	(en pourcentage)	
1er juillet-31 décembre 1996	513	36	61	75	84		
1er janvier-30 juin 1997	298	—	48	70	83		
1er juillet 1997-30 juin 1998	604	—	—	43	70		
1er juillet 1998-30 juin 1999	744	—	—	—	37 ^b		
Total ou moyennes	2 159	36	54	63	69		
^a Concerne uniquement les recommandations formulées dans des communications finales, c'est-à-dire dans des rapports ou mémorandums adressés à des chefs de département ou de bureau.							
^b Taux d'application sur la base des recommandations pour lesquelles une réponse avait été reçue au 30 juin 1999.							

Objectifs des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne

à l'intention des administrateurs de programme, 1er juillet 1998-30 juin 1999

	<i>Division de l'audit et des conseils de gestion^a</i>	<i>Groupe central d'évaluation</i>	<i>Groupe central de contrôle et d'inspection</i>	<i>Section des investigations^b</i>		
<i>Objectif</i>	<i>(Nombre de recommandations)</i>				Total	<i>Pourcentage</i>
Amélioration de la productivité ou de l'efficacité opérationnelle	281	–	20	7	308	37
Amélioration du contrôle de la gestion	245	–	4	5	254	30
Amélioration de la structure administrative	35	–	–	1	36	4
Amélioration de l'exactitude ou de la fiabilité des informations financières ou relatives à la gestion	142	–	–	1	143	17
Amélioration de la sécurité ou de la sûreté	2	–	–	2	4	–
Divulgence et correction des erreurs de gestion	33	–	–	22	55	7
Divulgence et sanction des fautes professionnelles ou des comportements frauduleux	6	–	–	37	43	5
Total	744	–	24	75	843	100
Recommandations formulées dans les rapports d'évaluation à l'intention du Comité du programme et de la coordination						
		13				
^a Y compris la Section du HCR.						
^b Rapports publiés uniquement (voir appendice II).						

II. Domaines à contrôler en priorité

A. Maintien de la paix

1. Activités d'audit concernant les opérations de maintien de la paix

1. Les opérations de maintien de la paix ont continué de faire partie des domaines à contrôler en priorité. Outre le Département des opérations de maintien de la paix au Siège, où le Bureau a multiplié ses opérations d'audit, huit missions sur le terrain ont fait l'objet d'audits au cours de la période considérée. Les vérificateurs résidents du BSCI détachés auprès de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) et, plus récemment, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) ont vérifié en permanence les opérations de ces missions.

a) Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi

2. Un audit consacré à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) a fait apparaître que la Base s'acquitte d'une fonction vitale dans le domaine de l'appui logistique aux missions de maintien de la paix. La Base est également devenue le lien de communications par satellite entre le Siège et les opérations de maintien de la paix en Asie centrale, au Moyen-Orient et dans l'ex-Yougoslavie. Dans l'ensemble, la gestion du stock de réserve s'est également améliorée. Cependant, malgré ces progrès, un certain nombre de tâches importantes, notamment le décompte, l'évaluation du coût et l'enregistrement du grand nombre d'articles consommables figurant dans l'inventaire doivent être achevées avant que la Base ne puisse être considérée pleinement opérationnelle.

3. Un système commun d'inventaire devra être installé pour pouvoir convenablement contrôler les stocks et permettre à la Base d'informer rapidement et de façon précise les missions de maintien de la paix sur le matériel disponible. Cela permettrait de remédier à certains problèmes tels que l'entreposage de conteneurs de cuisine non utilisés, d'une valeur de 1,5 million de dollars, qui avaient été conservés pendant plus de quatre ans et qui risquaient de se détériorer, voire de devenir inutilisables. Il fallait aussi rapidement prendre une décision concernant l'affectation d'avoirs d'une valeur de plus de 22 millions de dollars qui avaient été ou étaient passés par profits et pertes. L'Administration a par la suite informé le BSCI qu'en octobre 1998 un système de contrôle des avoirs sur

le terrain avait été installé à la Base. Ce système doit permettre de faciliter la prise de décisions sur différentes questions de gestion.

Un système d'inventaire commun devrait être installé pour permettre le contrôle approprié des stocks et permettre à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi d'informer rapidement et de façon précise les missions de maintien de la paix sur le matériel disponible.

b) Audit des services centraux d'appui

4. Un groupe central d'appui a été mis en place à Zagreb pour fournir aux trois missions dans l'ex-Yougoslavie un appui en matière d'opérations aériennes, de communication et de logistique. Le Bureau des services de contrôle interne a toutefois constaté que ce groupe ne fournissait qu'un nombre limité de services à deux des missions et pratiquement aucun service à la troisième. Le BSCI a conclu que la plupart des fonctions centrales d'appui pourraient être transférées à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), les effectifs étant réduits en conséquence, et que les locaux occupés par le groupe devraient être rendus au Gouvernement croate. Ces mesures ont permis de réaliser des économies budgétaires d'environ 1,7 million de dollars par an. Les recommandations ont été acceptées et l'élimination progressive de l'opération centrale d'appui a permis à l'Organisation de réaliser d'importantes économies.

c) Audits consacrés par le vérificateur résident du BSCI à la Mission d'observation des Nations Unies en Angola

5. Le vérificateur résident du BSCI a constaté que l'entrepreneur chargé de fournir des services d'appui logistique à la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) présentait des photocopies de factures aux fins de paiement. Il en est résulté que trois factures, qui avaient été présentées deux fois, ont été payées deux fois pour un total de 30 000 dollars. L'Administration a promis de recouvrer le trop-perçu et a prié l'entrepreneur de présenter dorénavant des factures originales aux fins de remboursement.

6. Pendant quatre ans, la Mission achetait tous les billets d'avion auprès d'un seul agent de voyages à Johannesburg sans procéder à un appel d'offres officiel. Le

montant total des versements effectués à cet agent de voyages a dépassé 1,7 million de dollars et ce, sans que la Mission ne cherche à obtenir l'approbation du comité de marchés local ou de celui du Siège. En réponse à la recommandation du BSCI, la Mission a accepté de solliciter des offres auprès de trois agences de voyages chaque fois qu'elle devait acheter des billets d'avion.

7. La MONUA a affrété 15 avions pour faire face à ses besoins en matière de logistique et de transport. Le montant du paiement effectué au titre de ces trois avions se fondait sur les heures de vol effectives. Comme les tarifs des vols affrétés sont élevés, il est essentiel que la MONUA exerce des contrôles sur ces dépenses pour faire en sorte que les heures de vol soient comptabilisées avec précision. Toutefois, la MONUA ne disposait pas d'un mécanisme de contrôle interne suffisant pour pouvoir vérifier l'exactitude des heures de vol comptabilisées par les pilotes. L'Administration a accepté la recommandation du BSCI tendant à renforcer les contrôles internes dans ce domaine.

La Commission d'observation des Nations Unies en Angola ne disposait pas d'un mécanisme de contrôle interne suffisant pour pouvoir vérifier l'exactitude des heures de vol comptabilisées par les pilotes.

d) Audits réalisés par le vérificateur résident du BSCI à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

8. Un audit de frais de voyage a fait apparaître que les approbations concernant le transport d'effets personnels des policiers civils et des observateurs militaires de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) en tant que bagages accompagnés avaient été systématiquement utilisés à mauvais escient avec l'intention de frauder l'Organisation. Cette question a été examinée par les enquêteurs du BSCI et est exposée de façon plus détaillée aux paragraphes 33 à 37 ci-après. Dès que la fraude a été décelée, la Mission a mis en place des contrôles internes appropriés comme l'avait recommandé le vérificateur résident afin de faire en sorte que les opérations de voyage se déroulent avec un maximum d'économie et de transparence. En conséquence, la MINUBH a réalisé des économies d'environ 1 250 000 dollars entre le 1er juillet 1998 et le 30 juin 1999.

9. Un audit de l'incorporation des moniteurs du Groupe international de police à la MINUBH a fait apparaître que le rapatriement anticipé des policiers jugés inaptes était un problème persistant qui entraînait des coûts évitables et avait des retombées négatives sur l'efficacité opérationnelle

de la Mission. Dans certains cas, des policiers jugés inaptes étaient cependant arrivés dans la zone de la mission pour être immédiatement rapatriés vers leurs pays respectifs après leur arrivée. Dans certains cas, des policiers déclarés compétents ont été jugés inaptes après leur arrivée à la zone de la mission. Certains policiers avaient apparemment triché lors de leur examen d'aptitudes linguistiques et ont dû être rapatriés après avoir échoué à un nouvel examen après leur arrivée à la zone de la mission. De même, certains policiers ont été autorisés à voyager jusqu'à la zone de la mission sans avoir obtenu un certificat médical d'aptitude physique. Bien que tous les rapatriements anticipés ne puissent être évités, l'audit a fait apparaître que leur nombre pouvait être réduit en renforçant les procédures d'incorporation.

e) Audit du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage

10. Les importantes insuffisances dont pâtissaient la structure et les opérations du Centre d'action antimines du Département des opérations de maintien de la paix ont limité son efficacité en tant que centre de coordination des Nations Unies pour les activités de déminage. Au nombre des lacunes figurait l'absence d'un tableau d'effectifs approuvé, d'un plan des coûts et de directives opérationnelles pour l'Administration efficace des projets de déminage. On a également noté une absence de progrès et de rapports financiers de la part des agents d'exécution. En conséquence, l'exécution d'un certain nombre de projets de déminage n'a pas été convenablement surveillée, ce qui posait de sérieux risques financiers en ce qui concerne les fonds confiés à l'Organisation. L'audit a également révélé que les pièces comptables relatives au Fonds d'affectation spéciale n'étaient pas bien tenues et que, depuis longtemps, certains comptes n'avaient pas été apurés et des dettes interfonds et des engagements non réglés. L'Administration a accepté toutes les recommandations du BSCI et a pris les mesures correctives nécessaires. Le BSCI suivra de près la suite donnée à sa recommandation dans ce domaine très important.

2. Audits du processus de liquidation des missions

a) Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental

11. Un audit de la liquidation de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) a révélé que le processus avait, dans l'ensemble, été bien planifié et mené à terme. Toutefois, l'audit a également relevé cer-

tains problèmes concernant la vente aux enchères des avoirs de la Mission, dont il aurait fallu tenir compte lors de la liquidation ultérieure d'autres missions. Les lacunes observées étaient les suivantes :

a) La société mère de l'adjudicateur a été autorisée à faire une offre et est devenue le principal adjudicataire, créant ainsi un conflit d'intérêts;

b) Certains acheteurs, notamment la société mère de l'adjudicateur, ont été exonérés du paiement de primes au commissaire-priseur, ce qui constitue une violation des conditions contractuelles et a exposé l'Organisation à des risques financiers;

c) Les contrats d'adjudication n'ont pas été soumis par l'intermédiaire du comité des marchés local, entraînant ainsi un manque de transparence.

Comme suite aux recommandations du BSCI, le Département des opérations de maintien de la paix a déclaré que les marchés futurs devraient comprendre une clause relative aux particuliers ou sociétés ayant des liens avec l'adjudicateur afin d'assurer l'intégrité du processus de vente aux enchères. Le Département a également convenu que les contrats devraient être soumis au comité des marchés compétent.

L'affectation aux missions de maintien de la paix de personnel qualifié et expérimenté continue de soulever des problèmes.

12. L'affectation aux missions de maintien de la paix de personnel qualifié et expérimenté continue de soulever des problèmes qui n'ont pas encore été résolus de façon satisfaisante. À l'ATNUSO, il y a eu cinq chefs différents au Service des achats sur une période 14 mois, chacun ayant une expérience différente. Cela a entraîné d'importantes déficiences au niveau des achats, notamment la nécessité de procéder à des appels d'offres successifs pour revendre le matériel de récupération et, démarche coûteuse, la nécessité de rapatrier du matériel appartenant aux contingents. Afin d'atténuer quelque peu le problème de la dotation en effectifs des missions, le Département des opérations de maintien de la paix a informé le BSCI qu'il assurerait dorénavant une formation formelle à tout personnel nouvellement recruté avant de le déployer sur le terrain.

b) Mission d'observation des Nations Unies en Angola

13. Une inspection du matériel entreposé à la Base de soutien logistique de Viana a révélé que peu de progrès avaient été accomplis en ce qui concerne la vente d'une grande quantité de matériel de récupération et de véhicules réformés. Le BSCI a également constaté que quatre véhicules d'une valeur de 430 000 dollars avaient été abandonnés dans la zone de la mission en raison des hostilités, alors que leur kilométrage était peu élevé et qu'ils auraient pu être utilisés par d'autres missions. L'Administration a informé le BSCI qu'il aurait été onéreux de récupérer les véhicules et que, par conséquent, il avait été décidé de les vendre à une organisation non gouvernementale ou d'en faire don au Gouvernement.

14. Un autre obstacle à la liquidation rapide de la MONUA a été l'absence d'inventaire fiable des avoirs consommables et non consommables. Le plan initial de réconciliation semblait par trop optimiste étant donné l'imprécision de la base de données centrale des avoirs et la nécessité de la mettre à jour pour tenir compte des avoirs d'une valeur de plus de 4 millions de dollars abandonnés dans la région. En outre, il n'avait pas été procédé régulièrement à l'inventaire des stocks comme cela était prescrit par le règlement financier et les données figurant dans l'inventaire des fournitures étaient incorrectes. Par exemple, les fournitures électriques figurant dans l'inventaire avaient été surévaluées de plus de 6 millions de dollars. L'Administration a informé le BSCI que des mesures avaient été prises pour rapprocher l'inventaire des avoirs non consommables et pour corriger les insuffisances observées dans les inventaires des fournitures.

Un autre obstacle à la liquidation rapide de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola était le manque de pièces fiables concernant les avoirs consommables et non consommables.

15. Alors que la gestion financière des comptes de la MONUA avait été considérablement améliorée au moment de la liquidation, les progrès réalisés en ce qui concerne le recouvrement de sommes à recevoir d'un montant de 1,1 million de dollars dues depuis longtemps avaient été insuffisants. Une part importante de ce montant étant due par d'anciens policiers civils et observateurs militaires qui ne sont plus employés par l'Organisation, il sera probablement difficile, à l'heure actuelle, de recouvrer ces sommes.

16. Aux termes de l'Accord sur le statut des forces, des locaux devaient être gracieusement mis à la disposition de la MONUA. Toutefois, malgré ses efforts, la MONUA n'a pas toujours pu obtenir des locaux gratuits. On a constaté

que la Mission avait versé environ 13 millions de dollars directement à divers propriétaires pour la location d'installations. Le BSCI a recommandé que la MONUA réexamine la question afin de déterminer si une demande de remboursement officielle devrait être présentée au Gouvernement. Si ces sommes n'étaient pas recouvrées, elles devraient être déduites de toute demande de remboursement présentée par le Gouvernement. L'Administration a accepté ces recommandations.

3. Évaluation de la phase de démarrage et de la phase finale des opérations de maintien de la paix

17. L'examen triennal auquel a procédé le Département des opérations de maintien de la paix a révélé que le Département avait fait un effort concerté pour donner suite aux recommandations précédentes. Les enseignements tirés de l'expérience étaient en cours de formulation et d'application. La plupart des questions soulevées dans les évaluations approfondies de la phase de démarrage et de la phase finale ont été examinées dans des rapports récents sur les enseignements tirés de l'expérience. La coopération entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'information en ce qui concerne les aspects information des missions, qui posait des problèmes au moment de l'établissement du premier rapport d'évaluation, semblait se dérouler de façon relativement satisfaisante. D'importants progrès dans la manière dont les missions étaient liquidées ont été signalés.

18. Un motif de déception a été signalé : le principal dépositaire des enseignements tirés de l'expérience, un site d'archivage détaillé et indexé des instructions permanentes des missions, qui aurait dû être installé sur l'Intranet du Département des opérations de maintien de la paix à l'usage des missions n'avait toujours pas été établi. La nécessité d'établir ce site d'archivage avait été réaffirmée dans plusieurs rapports publiés depuis la première évaluation des opérations de maintien de la paix en 1994 : la recommandation 2 du rapport sur la phase finale avait fixé comme date limite le 30 septembre 1996, et, deux années plus tard, la recommandation 1 de l'examen triennal de la phase de démarrage avait fixé comme date limite le 30 septembre 1998. Aucune de ces deux dates limites n'ont été approuvées par le Département des opérations de maintien de la paix. Le BSCI espère que le site d'archivage pourra être installé d'ici la fin de 1999 et gardera la question à l'étude. Le Comité du programme et de la coordination a fait siennes les conclusions de l'examen triennal (A/54/16, par. 542).

4. Enquêtes sur les missions de maintien de la paix

19. Pendant la période considérée, la Section des investigations a poursuivi ses travaux sur des affaires non réglées concernant des opérations de maintien de la paix et a commencé à se pencher sur d'autres questions; sur les 247 affaires dont la Section était saisie au cours de la période considérée, 48 concernaient des opérations de maintien de la paix.

a) Cas de fraude au titre des frais de voyage, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

20. Une enquête sur le remboursement de frais d'excédents de bagages à la MINUBH a permis de prouver que l'ancien chef du Groupe des voyages et des transports de la Mission avait fraudé l'Organisation en concevant un stratagème à deux composantes étroitement liées mais fonctionnant différemment.

21. La première composante consistait en une conspiration entre l'ancien chef et le directeur de l'agence de voyages, dans le cadre de laquelle des fausses factures et des pièces justificatives connexes également fausses étaient présentées par l'agence de voyages à la MINUBH afin de se faire rembourser indûment en facturant à l'Organisation des Nations Unies des frais d'excédents de bagages pour des bagages que les compagnies aériennes transportaient gratuitement pour chaque fonctionnaire de l'ONU.

22. La seconde composante faisait intervenir un employé d'une compagnie aérienne qui avait conçu un stratagème distinct avec l'ancien chef qui autorisait le règlement de fausses factures aériennes présentées à la MINUBH, factures préparées par l'employé de la compagnie aérienne pour le transport de 100 kilos d'excédents de bagages, pour des bagages que les compagnies aériennes transportaient gratuitement.

23. À la suite d'une plainte adressée par l'Organisation aux autorités pertinentes des États-Unis, après que les enquêteurs eurent découvert que l'ancien chef avait quitté la Mission sans autorisation, l'intéressé a été arrêté à la fin de décembre 1998 par le Federal Bureau of Investigation (FBI) à New York et ensuite inculpé en vertu de la loi des États-Unis de délits liés à l'affaire frauduleuse susmentionnée. À la fin de septembre 1999, le jury l'a prononcé coupable au titre de cinq chefs d'accusation pour fraude télégraphique internationale et complot avec l'intention de commettre un délit de fraude télégraphique internationale. Les activités criminelles de l'ancien chef et ses complices ont entraîné, pour l'Organisation des Nations unies, une perte estimée à quelque 800 000 dollars pendant la période de service à l'intéressé à la MINUBH.

24. Une plainte a également été déposée par l'Organisation auprès des autorités croates compétentes, qui ont procédé à une enquête criminelle sur cette affaire de fraude. Les enquêteurs du BSCI coopèrent avec les deux juridictions.

b) Affaire de corruption d'un fonctionnaire de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

25. L'enquête relative à une plainte selon laquelle un fonctionnaire de la MINUBH se serait laissé corrompre par une agence de voyages croate a fait apparaître qu'en avril 1998 le fonctionnaire aurait accepté du propriétaire d'une agence de voyages une invitation à séjourner pendant deux jours sur une île croate. La totalité du coût du voyage, y compris le billet d'avion, la chambre d'hôtel et les dépenses connexes, avait été payée par le propriétaire de l'agence de voyages. L'enquête a également révélé que l'assistant (voyages) n'avait pas correctement vérifié les factures émanant de cette agence de voyages et avait certifié la fausse facture de l'agence, ce qui a entraîné pour l'Organisation une perte directe de plus de 40 000 dollars. La recommandation du BSCI concernant les dispositions à prendre a été acceptée et le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau de la gestion des ressources humaines y ont donné suite sous la forme de mesures disciplinaires.

B. Activités humanitaires et activités connexes

1. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

a) Audits

26. Les activités relevant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont été vérifiées par la Section du HCR au titre du mémorandum d'accord relatif aux services de contrôle interne. Signé le 29 avril 1997 et révisé le 29 avril 1999, ce mémorandum d'accord prévoit un audit régulier de l'utilisation de toutes les contributions volontaires gérées par le HCR qui, en 1998, s'élevaient à environ 840 millions de dollars pour quelque 140 programmes de pays. Le BSCI a mis en place un cycle de contrôle interne pour ces opérations, qui peut couvrir deux à cinq ans en fonction des engagements financiers et d'autres facteurs de risque. Au cours de la période considérée, le BSCI a vérifié les opérations du HCR en Afrique (Algérie, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Niger et Rwanda), en Asie et dans le Pacifique (Indonésie, Laos,

Papouasie-Nouvelle-Guinée et Viet Nam), en Europe (Arménie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie et Slovénie) et en Amérique (Brésil et Guatemala). Les audits ont porté sur l'exécution des programmes par les bureaux extérieurs du HCR et leurs partenaires opérationnels ainsi que sur l'administration des bureaux extérieurs du HCR. Outre ces 20 audits de pays, le BSCI a réalisé trois audits au siège du HCR. Au cours de la période considérée, le BSCI a publié plus de 50 observations d'audit à l'intention de directeurs de bureaux extérieurs du HCR et 12 rapports d'audit à l'intention de la direction du HCR. La plupart des 98 principales recommandations des rapports d'audit avaient trait aux domaines opérationnels que sont les finances, les voyages et la gestion de programmes.

27. Comme suite aux efforts accomplis par le HCR pour décentraliser la gestion de ses opérations et à la nomination de directeurs régionaux basés en Afrique qui s'en est suivie, le BSCI a créé des postes de vérificateur résident à Abidjan et à Nairobi. Ces vérificateurs sont responsables des opérations en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, dans la corne de l'Afrique, y compris la région des Grands Lacs, et en Afrique australe. Ce nouveau mécanisme rapproche davantage les vérificateurs des activités et leur permet d'appeler immédiatement l'attention du directeur régional concerné sur les problèmes relevés. Récemment, le BSCI et le HCR ont décidé de nommer un vérificateur résident pour les opérations du HCR au Kosovo.

Accords avec les partenaires opérationnels

28. Environ 40 % des dépenses afférentes aux programmes du HCR pour 1998 ont été effectuées par le biais des partenaires opérationnels. Par conséquent, la vérification de la gestion financière et de la gestion des programmes des partenaires opérationnels avait un caractère prioritaire pour les audits du BSCI. Les vérificateurs ont, à maintes reprises, éprouvé des difficultés à faire rapprocher les données financières fournies au HCR par les partenaires opérationnels dans leurs rapports finals de suivi de projets et celles figurant dans les documents comptables. Du fait des insuffisances constatées dans les systèmes comptables des partenaires ou de documents incomplets fournis, il a été parfois difficile de vérifier l'exactitude des dépenses communiquées au HCR. Au niveau des organisations non gouvernementales locales, les problèmes étaient essentiellement dus à l'inadaptation des systèmes ou au manque de formation appropriée du personnel. Une meilleure orientation, le renforcement des capacités et un suivi plus rigoureux par le HCR devraient permettre de remédier à la

situation. Comme suite aux recommandations faites par le BSCI en vue d'améliorer le suivi, le HCR a élaboré une liste de contrôle de la gestion financière à l'usage des partenaires opérationnels. Cette liste, actuellement mise à l'essai, fournira au personnel hors siège du HCR chargé des programmes et des finances une méthode structurée pour accroître l'efficacité du contrôle financier des partenaires opérationnels.

Du fait des insuffisances des systèmes comptables des partenaires ou du caractère incomplet des documents comptables, il a été parfois impossible de vérifier l'exactitude des dépenses communiquées au HCR.

29. La plupart des ONG internationales exploitaient des systèmes comptables très avancés, mais des problèmes surgissaient parfois car leurs politiques et structures comptables étaient différentes de celles du HCR. Dans certains cas, plusieurs ajustements manuels ont dû être réalisés en vue de respecter les règles du HCR en matière d'établissement de rapports, ce qui rendait difficile un rapprochement systématique. Dans d'autres cas, les ONG internationales ont envoyé tous leurs documents comptables à leur siège national sans en laisser des exemplaires à leur bureau sur le terrain. Dans d'autres cas encore, les documents disponibles sur le terrain n'étaient pas les dépenses effectuées par le siège des ONG (par exemple dans le cas des achats internationaux). Le BSCI a recommandé que le HCR applique certaines normes minimales en exigeant que les données comptables soient disponibles dans les bureaux sur le terrain.

30. L'information financière présentée par les partenaires opérationnels gouvernementaux n'était pas toujours fiable. Dans le cas d'un programme de pays, les vérificateurs du BSCI ont découvert que des sommes qui avaient été présentées au HCR comme étant des dépenses n'étaient pas des dépenses effectives mais plutôt des versements effectués par le HCR et transférés à d'autres services publics. Ces rapports se sont révélés être en fait des rapports sur des transferts de fonds dans lesquels on accusait réception de fonds versés par le HCR plutôt que de rendre compte de leur utilisation.

31. Dans son rapport de 1997 (A/52/426, par. 46), le BSCI avait présenté le cas d'un partenaire opérationnel gouvernemental dont le dossier relatif au projet et aux états financiers pour la période 1992-1996 était si mal tenu qu'il ne pouvait faire l'objet d'un audit. Toutefois, le BSCI a pu, à partir des états bancaires du partenaire qu'il a pu obtenir auprès de la banque de ce dernier, relever des irrégularités,

notamment un montant de plus 250 000 dollars d'intérêts échus et de produits de vente non déclarés qui devaient être versés au HCR. En 1993, l'audit avait révélé des irrégularités dans un important contrat attribué par ce partenaire gouvernemental. Un audit réalisé ultérieurement par l'office suprême de vérification du pays a confirmé les résultats de l'audit de l'ONU et conclu que des actes frauduleux avaient été commis avec le consentement évident des fonctionnaires concernés. Malgré les efforts répétés faits par le HCR, voire aux niveaux les plus élevés, les pouvoirs publics concernés ne se sont pas énergiquement attaqués au problème. À la fin de 1998, le Procureur n'avait pas encore décidé s'il y avait des motifs raisonnables et suffisants de penser qu'une procédure judiciaire pouvait être engagée contre l'entrepreneur chargé de l'exécution du contrat de 1993. Les anciens fonctionnaires concernés n'avaient même pas fait l'objet d'une enquête préliminaire. À part la mise en sûreté des documents du projet, aucun effort sérieux n'a été entrepris pour reconstituer le dossier du projet, ce qui est indispensable pour permettre à l'office suprême de vérification de procéder à un audit et pour déterminer l'ampleur des anomalies et des irrégularités. Par ailleurs, les sommes non déclarées n'ont, à ce jour, pas été retournées au HCR. Le BSCI pense que les efforts faits par le HCR pour régler les questions liées aux audits et pour appliquer les recommandations d'audit seront vains si les partenaires gouvernementaux ne leur donnent pas la suite voulue.

32. Dans un autre cas, l'audit du BSCI a confirmé les allégations de fraudes commises par une ONG locale. Ce partenaire opérationnel avait détourné des fonds du HCR en créant des transactions fictives, en ajoutant des noms fictifs à la liste des participants aux ateliers en vue du paiement d'indemnités, en retenant les prestations sociales et les versements à la cessation de service et en s'octroyant des prêts sur les fonds destinés au projet du HCR. Le HCR a mis fin à la coopération avec ce partenaire et a fourni les renseignements pertinents aux autres organismes intéressés. Comme l'a recommandé le BSCI, le HCR entend porter la question à l'attention des autorités du pays.

Attestations de vérification des comptes

33. Afin de pouvoir mieux s'assurer de la régularité, du respect et de la justesse des dépenses effectuées par les partenaires opérationnels, le HCR demande qu'ils soumettent des certificats de vérification des comptes. Le nombre de partenaires qui se conforment à cette exigence a considérablement augmenté au cours de la période considérée en raison des efforts inlassables entrepris par le HCR. Toutefois, il faut faire une plus large place aux normes

minimales régissant l'acceptation de certificats de vérification. Le HCR accepte des exemplaires des états financiers vérifiés des organisations non gouvernementales internationales partenaires opérationnels. Ces états, qui représentent plus de 46 % des dépenses totales des partenaires opérationnels, indiquent clairement les ressources financières fournies par le HCR. Dans certains cas, cependant, ces états consolidés donnent des informations plutôt générales concernant le montant total des fonds fournis par le HCR. Le BSCI est d'avis que ces états devraient indiquer, au niveau du pays et des sous-projets, les fonds reçus du HCR et dépensés pour son compte afin de permettre une concordance avec des rapports de suivi des sous-projets présentés. Le BSCI est disposé à apporter son concours au HCR sur cette question.

Exécution des programmes

34. Les programmes n'atteignent pas toujours les objectifs visés. Dans le cas d'un pays, le HCR a dépensé plus de 5 millions de dollars pour du matériel et la main-d'œuvre en vue de la reconstruction de plusieurs milliers d'unités d'habitation. Une évaluation indépendante a montré que, sur un échantillon de 152 unités d'habitation évaluées, seulement deux avaient été achevées conformément aux caractéristiques techniques de base du programme. Une fois la reconstruction achevée, les maisons n'étaient pas toujours occupées par les bénéficiaires potentiels. En mai 1998, près de 20 % des maisons remises en état au titre d'un programme de 1997 étaient toujours inoccupées. Tout en étant conscient que les maisons étaient inutilisées pour des raisons politiques et de sécurité, le BSCI estime que le problème aurait pu être limité si le HCR avait assuré un suivi plus poussé des programmes.

35. Les projets à impact rapide sont souvent un élément essentiel des programmes de réinsertion. Il ressort des audits du BSCI que nombre de ces projets, tout en facilitant la réinsertion des rapatriés et la satisfaction de leurs besoins, ne devraient pas être qualifiés de projets à impact rapide. Même lorsqu'ils bénéficient d'une planification judicieuse, les délais normaux d'approbation et d'exécution de nombreux projets vont au-delà des exercices budgétaires annuels du HCR. Par conséquent, les projets sont mis en route sans être assurés d'un financement jusqu'à leur achèvement, ce qui crée des obligations financières de fait pour les exercices financiers futurs. L'exécution de projets pluriannuels dans le cadre étrié de budgets annuels rend la planification des projets aléatoire, fait courir des risques quant à l'achèvement des projets et pose la question de la viabilité. Le BSCI est d'avis que, pour être efficaces, les programmes doivent se fonder sur des mécanismes de

financement qui vont au-delà de l'exercice budgétaire annuel. Le BSCI a recommandé que le HCR examine d'autres mécanismes de financement.

L'exécution de projets pluriannuels dans le cadre étrié des budgets annuels rend la planification des projets aléatoire, fait courir des risques quant à l'achèvement des projets et pose la question de la viabilité.

36. Les fonds autorenewables sont fréquemment utilisés pour accroître l'impact de l'aide du HCR, en particulier pour les activités rémunératrices entreprises par les réfugiés. Cependant, faute de partenaires suffisamment qualifiés et d'une planification adéquate, le coût de ces systèmes de fonds renouvelables pourrait être plus élevé que les avantages. Les vérificateurs du BSCI ont constaté, dans le cas d'un fonds, que les dépenses effectuées par un organisme d'exécution au titre de la formation, de l'administration des prêts et des frais généraux étaient supérieures au montant total des prêts consentis, ce qui a absorbé une partie du fonds d'équipement. Étant donné que le fonds était financé dans le cadre d'un programme annuel, l'attention voulue n'avait pas été accordée au suivi et à la viabilité à long terme.

37. Dans un autre cas, les vérificateurs du BSCI ont constaté que les budgets des projets à impact rapide avaient été approuvés en monnaie locale alors que les sommes versées aux partenaires opérationnels par le HCR l'étaient en dollars des États-Unis, ce qui a permis à ces derniers d'en retirer de substantiels gains de change. Ces bénéfices inattendus qui, selon les estimations du BSCI, ont pu atteindre plusieurs centaines de milliers de dollars, n'ont pas été déclarés au HCR mais conservés dans les comptes des partenaires opérationnels. Le HCR a demandé aux partenaires d'indiquer le montant total des gains de change et de conclure un accord avec le HCR quant à l'utilisation de ces recettes.

38. S'il est vrai que l'insuffisance et l'inadaptation des contrôles internes de nombreux partenaires opérationnels sont une source de préoccupation, le BSCI a également relevé un cas où des contrôles internes trop restrictifs ont entravé l'efficacité de l'opération et paralysé l'exécution des programmes. La lourdeur et la longueur des procédures d'approbation ont retardé la fourniture de l'aide aux rapatriés.

Gestion des liquidités

39. La gestion des liquidités par les bureaux extérieurs continue d'être une source de préoccupation. Le manque d'institutions bancaires appropriées dans de nombreuses zones d'opération oblige souvent les bureaux extérieurs du HCR à fonctionner largement selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les montants décaissés en espèces peuvent être assez élevés et, dans certains cas, les liquidités conservées dans les coffres des bureaux s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de dollars. Afin de réduire les risques, le BSCI a recommandé d'utiliser les mécanismes bancaires autant que possible, de maintenir les comptes d'avance au niveau le plus bas possible et de renforcer les contrôles et les mesures de sécurité pour les opérations en espèces inévitables. Contrairement à toute attente, la gestion d'importants fonds en espèces est en principe régie par les mêmes règles que celles établies pour la petite caisse. Toutefois, les paiements effectués sur la petite caisse ne dépassent normalement pas l'équivalent des 100 dollars, ce qui réduit les risques éventuels. Le BSCI estime que les grandes opérations en espèces exigent des directives propres indiquant la nature et l'importance des transactions réalisées et le niveau de risque. Par exemple, étant donné que les comptes bancaires du HCR sont normalement gérés sur la base de plusieurs signatures, la gestion de fonds substantiels en espèces devrait être soumise à des contrôles équivalents, voire plus rigoureux.

40. Les audits du BSCI ont souvent révélé que les partenaires opérationnels ne faisaient pas de distinction entre les responsabilités pour les opérations en espèces. L'administrateur de projet d'un partenaire opérationnel était le seul responsable autorisé à signer pour les transactions bancaires, signait des chèques d'avance libellés en son nom et procédait ensuite au décaissement. La confiance dans le personnel est certes indispensable pour toute opération, mais elle ne saurait remplacer les contrôles internes appropriés. Pour surmonter les problèmes en matière de gestion des liquidités et dans les autres domaines de la gestion financière, le HCR doit orienter, former et suivre le personnel des partenaires opérationnels. Le programme de formation du HCR sur la gestion financière et le contrôle a considérablement amélioré les compétences du personnel des bureaux extérieurs du HCR en matière de gestion financière. Une initiative identique devrait permettre de renforcer la gestion financière des partenaires opérationnels.

Paiement de droits et de taxes

41. Les audits du BSCI ont révélé plusieurs cas où le HCR avait éprouvé des difficultés à faire reconnaître ses droits au titre de la Convention sur les privilèges et immu-

nités des Nations Unies et/ou les accords de coopération conclus entre le HCR et les États hôtes. Des problèmes se sont posés en particulier lorsque les projets relatifs aux réfugiés étaient exécutés par des partenaires opérationnels du HCR. Dans un pays, des véhicules du HCR achetés avec des fonds destinés aux programmes et utilisés par les partenaires opérationnels dans le cadre d'accords d'utilisation étaient soumis à des droits de douane s'ils étaient mis à la disposition des partenaires opérationnels sans plaques d'immatriculation du HCR. Le HCR devait donc choisir entre accepter le risque d'une responsabilité financière découlant de l'utilisation de ces véhicules ou le paiement de droits de douane. Dans plusieurs pays, d'importants achats effectués par les partenaires opérationnels avec des fonds fournis par le HCR pour des programmes avaient été soumis à la taxe à la valeur ajoutée, mais les efforts déployés pour obtenir une remise ou un remboursement des taxes acquittées sont restés vains. Le HCR devrait s'efforcer d'étendre ses privilèges au titre de la Convention de 1946 en concluant des accords de coopération avec ses partenaires opérationnels. En attendant qu'une solution satisfaisante soit trouvée à ce problème, le HCR devrait envisager de réduire les achats effectués par le biais des partenaires opérationnels. Dans un pays, du matériel de télécommunications destiné au HCR est bloqué à la douane en attendant le paiement d'un droit qui ne constitue pas une redevance pour des services fournis, mais un impôt. Cette pratique constitue manifestement une violation des obligations du gouvernement. Dans un autre pays, la législation fiscale nationale oblige les bénéficiaires à payer des impôts sur les fonds d'aide reçus du HCR. Même si l'impôt ne constitue pas une violation des instruments juridiques internationaux applicables, il n'est ni dans l'intérêt des réfugiés ni dans les intentions des donateurs que des crédits limités alloués à des fins humanitaires contribuent aux budgets nationaux. Il faut donc que le HCR et les autres bureaux et organismes des Nations Unies s'attachent à convaincre, par des efforts concertés, les gouvernements concernés que les fonds confiés au HCR devraient être dépensés intégralement au bénéfice des réfugiés, conformément à son mandat. En outre, le HCR devrait fermement souligner que le droit international l'empêche sur des règlements fiscaux ou arrangements administratifs nationaux contradictoires.

Évaluation spéciale

42. À la demande de la direction du HCR, le BSCI a procédé à une évaluation spéciale d'un bureau de pays. L'évaluation a révélé plusieurs irrégularités, notamment la cession de véhicules grâce à des mécanismes de vente favorisant le personnel du HCR, l'utilisation des ateliers

de réparation et des pièces de rechange du HCR à des fins personnelles et des demandes de remboursement douteuses, voire irrégulières, de frais de voyage et dépenses connexes. Cette évaluation a permis de recouvrer environ 25 000 dollars. Le fonctionnaire concerné a quitté l'Organisation.

b) Enquêtes

Malversations supposées

43. Au cours de la période considérée, la Section des investigations a examiné cinq affaires concernant les opérations sur le terrain du HCR. L'une des enquêtes portait sur des allégations selon lesquelles, entre 1992 et 1998, deux membres du HCR auraient accepté des dessous-de-table de la part de fournisseurs en échange de factures gonflées et d'achats de quantités excessives de semences de riz. La Section a également été informée qu'un journal local avait reçu un document de cinq pages contenant un faux rapport d'audit des Nations Unies affirmant que les prix payés par le HCR pour les semences de riz étaient trop élevés et que des quantités supérieures aux besoins avaient été achetées. La Section des investigations ayant indiqué que les informations recueillies ne corroboraient pas les allégations, le HCR a, selon les recommandations de la Section, innocenté les deux accusés. L'enquête a permis d'établir que le prétendu document des Nations Unies était faux et qu'il avait été communiqué au journal par un ancien fonctionnaire du HCR dans l'intention de nuire.

44. La Section des investigations estime que cette affaire, à l'issue de laquelle elle a recommandé d'innocenter les fonctionnaires mis en cause, met en lumière un aspect utile mais souvent oublié de ses activités. En recommandant d'innocenter des fonctionnaires, la Section offre une protection aux individus qui ont été accusés à tort ou contre lesquels il n'existe pas de preuve suffisante.

En recommandant d'innocenter des fonctionnaires, la Section offre une protection aux individus qui ont été accusés à tort ou contre lesquels il n'existe pas de preuve suffisante.

2. Bureau de coordination des affaires humanitaires

45. Le BSCI continue de suivre les activités du Bureau de coordination des affaires humanitaires et a prévu de procéder à un audit de ses services d'appui sur le terrain au quatrième trimestre de 1999 et de ses opérations au Soudan au premier trimestre de l'an 2000.

3. Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

46. À la demande du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le BSCI a procédé à un audit complet de la phase opérationnelle et de la phase de liquidation de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda. Il a mis en lumière des problèmes graves comme l'insuffisance des contrôles internes dans des domaines tels que la gestion financière et la présentation de rapports financiers, les achats, la gestion du personnel et la gestion des véhicules et des biens. Il a aussi constaté des problèmes de communication entre le siège du Haut Commissariat à Genève et le terrain. Par ailleurs, il a montré que, lors de la phase de liquidation, la planification avait été insuffisante et que la liquidation des biens faisait apparaître des anomalies. Le BSCI a recommandé au Haut Commissariat d'améliorer sa gestion des opérations sur le terrain et lui a suggéré de se fonder sur son expérience au Rwanda pour renforcer ses mécanismes de contrôle de gestion dans les autres missions.

47. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme a déjà adopté une série de mesures destinées à renforcer les contrôles administratifs et financiers des opérations sur le terrain. Elle a mis en place un groupe spécial chargé d'examiner tous les problèmes structurels mis à jour dans le rapport et a demandé les conseils et l'assistance du BSCI et du Département de la gestion pour veiller à ce que les pratiques constatées au Rwanda ne se répètent pas. Il convient de noter que l'opération sur le terrain au Rwanda était la première opération de ce type lancée par le Haut Commissariat en 1994, date de sa création.

4. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

48. Dans le cadre d'une enquête en deux étapes conduite en octobre 1998 et en janvier 1999, la Section des investigations a examiné 31 allégations de corruption mettant en cause un bureau extérieur. Elle a conclu que les éléments de preuve recueillis ne confirmaient pas ces allégations et a indiqué qu'elle n'avait pas constaté de corruption généralisée dans le bureau en question. Elle a notamment recommandé de mettre en place des politiques et procédures supplémentaires permettant d'enquêter sur d'éventuelles allégations de manière impartiale, rapide et transparente.

C. Achats

1. Réforme des achats

49. L'état d'avancement de la réforme des achats entreprise par l'ONU est surveillé de près par l'Assemblée générale, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et les États Membres. Les audits des activités relatives aux achats effectués par le BSCI au Siège comme dans les bureaux extérieurs au cours de la période considérée ont confirmé que l'on a progressé dans le règlement des grands problèmes structurels recensés dans le rapport publié par le Groupe d'experts de haut niveau sur la réforme des achats en décembre 1994. L'Administration a publié un nouveau manuel des achats, amélioré le programme de formation et d'organisation des carrières destiné au personnel responsable des achats, et progressé dans l'élaboration d'un système d'évaluation des résultats destiné à améliorer l'efficacité des procédures d'achat. Au cours de la période considérée, le BSCI a émis 59 recommandations sur les achats. Il continuera de suivre de près l'évolution de la situation.

2. Autres questions relatives aux achats

Examen de dossiers d'arbitrage relatifs à des achats

50. En application de la résolution 52/226 A du 31 mars 1998, le BSCI a examiné des dossiers d'arbitrages relatifs à des achats dans son rapport du 1er mars 1999 (A/53/843). La plupart des arbitrages concernaient des activités de maintien de la paix. Se fondant sur une analyse de cinq affaires récentes réglées soit par arbitrage soit par règlement amiable, le BSCI a conclu que, même si les différends portaient sur une partie relativement petite des biens et services achetés pour les opérations de maintien de la paix, ils avaient entraîné des coûts supplémentaires pour l'Organisation, sous forme de ressources humaines, de frais de justice et d'intérêts. Les contentieux étaient essentiellement dus au manque de clarté des termes des contrats, parfois acceptés puis modifiés par les missions sur le terrain sans consultation du Comité des marchés du Siège et du Bureau des affaires juridiques, à l'absence d'accords officiels ou encore à des lacunes dans la gestion des contrats sur le terrain. L'Administration a souscrit aux recommandations du BSCI, qui visaient à limiter le risque de voir de nouvelles réclamations déposées à l'encontre de l'Organisation. Un rapport du Secrétaire général sur ces questions sera présenté à la Cinquième Commission en octobre 1999.

Gestion des contrats de louage de services et d'approvisionnement en vivres

51. Le BSCI a procédé à un audit d'importants contrats de louage de services et d'approvisionnement en vivres de cinq missions de maintien de la paix. Il a conclu que la gestion des contrats pâtissait du manque de formation du personnel chargé de l'administration des contrats, du manque de précision des cahiers des charges et de l'absence de définition claire des responsabilités des deux parties. La passation des marchés souffrait souvent de retards, ce qui obligeait à recourir à des arrangements contractuels intérimaires parfois coûteux. C'est le cas de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), où l'on aurait pu économiser près de 7,7 millions de dollars si des arrangements contractuels appropriés avaient été conclus plus rapidement. L'Administration a expliqué que plusieurs éléments, dont quatre réunions du Comité des contrats, avaient retardé la passation des marchés. Les retards pris dans l'octroi de contrats d'approvisionnement en vivres de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD) et de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) ont obligé à proroger les contrats existants, à un coût supérieur à celui des nouveaux contrats. Le BSCI s'est également inquiété du manque d'intérêt des soumissionnaires potentiels pour l'offre de services contractuels à des opérations de maintien de la paix.

52. Compte tenu des difficultés qu'ont les missions à évaluer les performances de leurs prestataires de services, le BSCI a recommandé que le Département des opérations de maintien de la paix mette au point des procédures standard pour guider les missions dans la gestion des contrats de louage de services et d'approvisionnement en vivres. Il faudrait également créer, dans chaque mission, un groupe civil de gestion des contrats qui centraliserait la gestion des contrats et renforcerait la coordination.

Le BSCI a recommandé que le Département des opérations de maintien de la paix mette au point des procédures standard pour guider les missions dans la gestion des contrats de louage de services et d'approvisionnement en vivres.

53. Le règlement tardif des factures des fournisseurs était un problème courant. Ainsi, la FINUL, la FNUOD et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre devaient 3 250 000 dollars au fournisseur de rations alors que seule une partie des factures faisait l'objet d'un contentieux. Près de deux ans après la liquidation de la MINUHA, la Mission devait encore environ un million de dollars à l'un de ses prestataires de services. Les retards

dans le paiement de factures pourtant non contestées étaient à l'origine de nombre de procédures d'arbitrage et d'actions en justice entreprises à l'encontre de l'ONU.

Les retards dans le paiement de factures pourtant non contestées étaient à l'origine de nombre de procédures d'arbitrage et d'actions en justice entreprises à l'encontre de l'ONU.

Enquêtes sur les achats de services de transport aérien

54. En 1996, le BSCI a procédé à une série d'enquêtes et d'examen concernant des contrats d'affrètement aérien et des opérations aériennes de missions de maintien de la paix. Il a élaboré quatre rapports intérimaires internes, qu'il a adressés à l'administration en 1997. Il y a signalé des violations qui auraient été commises par une compagnie charter et les compagnies qu'elle représentait et a recommandé l'adoption de mesures correctives, y compris l'exclusion éventuelle de la société incriminée des listes approuvées de fournisseurs. L'Organisation a accepté les recommandations en général et les a appliquées en 1998.

55. À la fin de 1996, la société en question a engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre de l'ONU, accusant l'Organisation de ne pas l'avoir traitée de manière équitable. À la mi-1997, elle a ajouté à sa réclamation un amendement dans lequel elle avançait que les rapports d'enquête, qui apparemment lui avaient été divulgués, étaient abusifs, ce qui faisait monter les dommages et intérêts demandés à 50 millions de dollars environ. Le comité d'arbitrage a rendu sa décision en juillet 1999. Quoique très critique vis-à-vis des rapports d'enquête, il a rejeté en bloc la demande de la société et a déclaré n'avoir constaté aucun préjugé ou animosité de la part des responsables ou du personnel des Nations Unies. Selon le BSCI, les critiques formulées à son encontre ne reposaient pas sur des éléments concrets. Il s'agissait d'une méprise à la fois sur la nature des activités internes d'enquête et sur les responsabilités et la compétence du comité d'arbitrage. De fait, le comité semblait considérer que le BSCI avait des pouvoirs similaires à ceux de la police, ce qui l'a amené à un certain moment à demander s'il donnait «lecture de leurs droits» à toutes les personnes interrogées. Une société d'investigation expérimentée, chargée d'examiner ces mêmes rapports et les méthodes employées, les a trouvés satisfaisants. Toutefois, compte tenu de l'avis rendu par le comité d'arbitrage, le BSCI a demandé que l'affaire soit examinée par un organisme indépendant.

D. Problèmes liés à la création de nouveaux organes

1. Tribunaux internationaux

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

56. L'examen mené conjointement par les enquêteurs du BSCI et les vérificateurs des comptes du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a montré que les trois organes du tribunal – les chambres, le Bureau du Procureur et le Greffe – étaient dans l'ensemble gérés de manière efficace et qu'ils entretenaient de bonnes relations de travail. Cela étant, certains domaines comme la gestion des liquidités, les créances, la gestion du personnel, les achats et la gestion des avoirs se prêtaient à des améliorations et des recommandations ont été formulées à cet égard. Le rapport élaboré à l'issue de cet examen a été présenté au Secrétaire général pour transmission à l'Assemblée générale.

Tribunal pénal international pour le Rwanda

57. Dans le cadre de ses activités de contrôle, le BSCI a procédé à un audit du Tribunal pénal international pour le Rwanda au début de 1999. Cet audit portait notamment sur la suite donnée aux recommandations formulées dans deux précédents rapports du BSCI à l'Assemblée générale et sur l'efficacité des principaux mécanismes de contrôle interne. Dans l'ensemble, il a montré que le Tribunal avait correctement mis en oeuvre un certain nombre de recommandations et avait fait des progrès dans des domaines comme la gestion financière et les mesures prises pour pourvoir des postes vacants. Des mesures spéciales ont également été prises par le Bureau de la gestion des ressources humaines, qui a notamment créé un groupe spécial chargé d'accélérer le processus de recrutement. Cela dit, d'autres recommandations n'ont pas été appliquées, ou seulement en partie.

58. Lors de l'audit, le BSCI a mis en lumière d'autres domaines méritant de retenir l'attention, notamment la nécessité d'établir des contrôles sur la petite caisse, de limiter le recours aux paiements en espèces et de renforcer les contrôles en ce qui concerne la gestion des avoirs du Tribunal, comme les véhicules, les ordinateurs et les radios, dont la valeur est estimée à 7,7 millions de dollars. Des améliorations s'imposent aussi dans des domaines comme la planification des achats, la gestion du personnel et de l'espace, la délégation de pouvoirs aux bureaux du Tribunal, les voyages et le règlement de problèmes informatiques, notamment ceux liés au passage à l'an 2000 (voir également plus loin, par. 87 à 89).

2. Secrétariat de la Convention de Bâle

59. L'audit du secrétariat de la Convention de Bâle a montré que le système de comptabilité relatif aux projets présentait des lacunes en matière de contrôle et de suivi des versements et d'élaboration de rapports financiers sur les projets. Le BSCI a noté que le secrétariat n'avait aucun contrôle sur les versements anticipés ou finaux relatifs aux projets. Cette situation était due en grande partie au fait qu'il n'était pas clairement établi qui, du secrétariat de la Convention de Bâle ou du Groupe de l'appui aux programmes du PNUE à Genève, était responsable du contrôle financier des projets relatifs à la Convention. Le BSCI a recommandé que le secrétariat de la Convention recrute un responsable de l'administration et de la gestion des fonds chargé de veiller à la gestion des projets et à l'élaboration de rapports sur ces projets. L'Administration a accepté cette recommandation et a engagé une personne à ce poste au début de 1999.

E. Gestion des ressources humaines

1. Observations générales

60. L'inefficacité de certaines procédures administratives continue de faire obstacle au bon déroulement des études et des activités opérationnelles de l'Organisation. Le succès des principales réformes relatives à la délégation de fonctions de gestion et à la responsabilisation dépendra en grande partie de certains aspects du plan de mise en œuvre qui sera appliqué par le Bureau de la gestion des ressources humaines, notamment la façon dont le système de notation des fonctionnaires permettra à l'Administration d'instituer un «style de gestion centré sur les résultats» (c'est-à-dire d'agir en cas de comportement inférieur à la norme et d'appliquer un système d'incitation récompensant le mérite), et la question de savoir s'il sera possible de mettre au point et d'appliquer des mesures relatives à la responsabilité des départements dans le domaine des ressources humaines. Pour que la réforme de la gestion puisse atteindre les objectifs globaux visés, l'appui et la coopération du personnel seront nécessaires. Le personnel devra aussi être disposé à accepter les changements majeurs nécessaires pour que l'Organisation puisse tenir compte des réalités financières nouvelles du prochain millénaire et disposer des compétences professionnelles voulues. L'Administration a fait savoir que des plans d'action avaient été établis et avaient été acceptés par les chefs de département pour servir d'instruments de suivi et que l'on avait commencé à mettre au point un système de récompense du mérite et à simplifier les règles et procédures.

Le personnel devra aussi être disposé à accepter les changements majeurs nécessaires pour que l'Organisation puisse tenir compte des réalités financières nouvelles du prochain millénaire et disposer des compétences professionnelles voulues.

2. Emploi de retraités

61. Par sa décision 51/408 du 4 novembre 1996, l'Assemblée générale a établi de nouveaux critères régissant l'emploi des retraités et a demandé au Bureau de vérifier que le recrutement de retraités au Secrétariat obéit aux dispositions de cette décision. Elle a en particulier décidé de limiter à 22 000 dollars (40 000 dollars dans le cas du personnel des services linguistiques) le montant que les anciens fonctionnaires percevant une pension de retraite de l'ONU peuvent recevoir en une année civile. De plus, elle a limité dans tous les cas la durée d'emploi des retraités à six mois par année civile.

62. Il est ressorti de l'audit qu'il n'existe pas de définition standard du terme «retraité» dans le contexte de cette décision, ce qui donne lieu à des interprétations divergentes, surtout en ce qui concerne la question de savoir si les nouvelles règles interdisent d'engager des retraités pendant plus de six mois par an qu'ils reçoivent ou non une pension de retraite de l'ONU.

63. Le Bureau a conclu qu'il fallait surveiller de près l'emploi de retraités au Secrétariat pour s'assurer que les politiques établies et les instructions formulées à cet égard sont respectées. Il a recommandé, entre autres, que l'instruction administrative en vigueur soit révisée pour tenir compte des modifications apportées aux politiques et procédures depuis sa parution; que l'emploi de retraités pour les services linguistiques soit limité à ceux qui peuvent être recrutés localement et que les nouvelles limites fixées en ce qui concerne la rémunération soient appliquées uniformément à tous les retraités qui perçoivent une pension de retraite. L'Administration a accepté les recommandations du Bureau et une nouvelle instruction administrative concernant le maintien en fonctions au-delà de l'âge de la retraite et l'emploi des retraités est parue le 1er juin 1999 (ST/AI/1999/5).

3. Audit de gestion du Service mobile

64. À la demande du Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau a effectué un audit de gestion du Service mobile, comprenant des visites d'inspection de quatre missions de maintien de la paix, pour déterminer si le Service répondait aux besoins opéra-

tionnels actuels de l'Organisation et si les procédures de prise de décisions concernant le recrutement et le déploiement de cette catégorie de personnel étaient adéquates. L'audit, organisé en coopération étroite avec le Département, a fait ressortir un certain nombre de problèmes relatifs aux questions de personnel et questions connexes; le Département a déjà pris des mesures pour remédier à certains de ces problèmes.

65. Entre autres, il est ressorti de l'audit qu'il était nécessaire de réduire les effectifs du Service mobile, par exemple en gelant le recrutement, en refusant de maintenir les fonctionnaires en fonctions au-delà de l'âge de la retraite et en encourageant le personnel à accepter un départ anticipé ou une retraite anticipée. Le Bureau a fait notamment les recommandations suivantes : prolonger des engagements de durée déterminée seulement si un financement est disponible, formuler des directives officielles concernant le roulement et la mobilité des effectifs, préciser la notion de «lieu d'affectation habituel», mettre à jour les qualifications d'origine des membres du Service mobile et mettre à jour et préciser la stratégie proposée pour la gestion du Service.

4. Administration du personnel à la Commission d'indemnisation des Nations Unies

66. Un audit de l'administration du personnel à la Commission d'indemnisation des Nations Unies, effectué en mars 1998, a fait ressortir un manque de cohérence dans le classement des emplois, la façon dont on déterminait la classe et l'échelon des nouvelles recrues et l'application de critères de promotion selon les différents groupes professionnels et catégories de personnel. L'audit a d'autre part permis d'identifier des moyens d'améliorer encore l'efficacité du processus de recrutement. Le Bureau a recommandé notamment que la Commission d'identification crée un organe consultatif des nominations et des promotions auquel serait représenté le Service du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève; offre aux membres de son Groupe du personnel d'autres possibilités de formation; précise la délégation de pouvoirs dont elle bénéficie en ce qui concerne les questions de personnel, y compris l'autorisation de recruter au niveau P-5 et au-dessus; et, en interrogeant les membres du personnel au moment de la cessation de service, cherche à connaître les raisons qui pourraient expliquer le fort taux de renouvellement du personnel et cherche à y remédier. L'Administration a fait savoir que le personnel de la Commission avait été formé par l'Office des Nations Unies à Genève et le Bureau de la gestion des ressources humaines

et qu'un organe consultatif des nominations et des promotions avait été créé.

5. Conseils de gestion

67. À la demande du Bureau de la gestion des ressources humaines, le Bureau des services de contrôle interne, dans le cadre des conseils de gestion qu'il offre, a mis au point deux prototypes de brochures destinées à simplifier la description des prestations auxquelles donnent droit l'indemnité pour frais d'études et la prime de mobilité et de sujétion. En février 1999, il a communiqué les prototypes au Bureau de la gestion des ressources humaines et a fait à l'intention de ce dernier un exposé décrivant le processus de mise au point des brochures. L'Administration a fait savoir au BSCI que le Bureau de la gestion des ressources humaines avait entrepris l'élaboration d'une série de brochures destinées à simplifier la description d'un certain nombre de prestations. Ces brochures seront aussi disponibles sous forme électronique sur Intranet.

F. Informatique et problèmes liés au passage à l'an 2000

1. Gestion des problèmes liés au passage à l'an 2000

68. Le Bureau a examiné la façon dont l'Organisation gère le problème du «bogue de l'an 2000». Il a constaté qu'au moment de son examen initial, ses clients n'étaient pas tous conscients de l'ampleur du problème ou n'avaient pas pris toutes les mesures recommandées par les experts. Le bogue de l'an 2000 pouvait toucher le matériel et le logiciel de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les équipements collectifs, les communications et les systèmes qui utilisent des circuits intégrés (ascenseurs, systèmes de chauffage ou de refroidissement, etc.).

Le Bureau a constaté que ses clients n'étaient pas tous conscients de l'ampleur du problème du «bogue de l'an 2000» ou n'avaient pas pris toutes les mesures recommandées par les experts.

69. En février 1999, le Secrétaire général adjoint a créé un Groupe de gestion du passage à l'an 2000 ainsi qu'un groupe interdépartemental, l'Équipe de mise en oeuvre des techniques du passage à l'an 2000. Le Bureau est membre de droit de l'Équipe au Siège. Il a aussi étudié ce qui avait été fait pour préparer le passage à l'an 2000 dans 23

services hors Siège (bureaux, programmes et commissions régionales) et il a présenté des recommandations visant à faire mieux connaître le problème et la nécessité de prendre des mesures appropriées. Les clients ont été par ailleurs informés de la nécessité d'envisager des plans d'urgence pour le cas où le «bogue» interromprait leurs opérations ou les empêcherait de fonctionner. En outre, certains clients ont demandé qu'on les aide à identifier les domaines qui pourraient être touchés et à formuler des plans. L'Administration a fait savoir que le Groupe de gestion du passage à l'an 2000 avait donné des avertissements très clairs à l'Organisation et avait supervisé la mise au point des mesures à prendre pour remédier aux problèmes.

70. Le Bureau a aussi accepté de donner des conseils de gestion au Centre international de calcul afin de l'aider à déterminer les mesures qu'il devait prendre pour se préparer à l'an 2000. Il lui a offert des suggestions destinées à accélérer le processus de préparation et à réduire l'ampleur du problème.

2. Examen de l'augmentation du coût du contrat de mise en place du Système intégré de gestion

71. En application de la résolution 52/227 de l'Assemblée générale en date du 31 mars 1998, le Bureau a procédé à une étude complète des raisons de l'augmentation des coûts contractuels de la mise au point du Système intégré de gestion (SIG). Les résultats de cette étude ont été communiqués à l'Assemblée générale le 16 février 1999 (A/53/829).

72. Le Bureau a constaté que, entre le lancement du projet en mai 1991 et janvier 1999, le coût de la mise en place du SIG était passé de 17 millions de dollars à 45,7 millions de dollars, soit une augmentation de 169 % par rapport au coût prévu dans le contrat. Cette augmentation a été attribuée à trois causes principales : spécifications incomplètes ou incorrectes (11 millions de dollars, soit 64,5 %); mise en service et assistance aux utilisateurs assurées par le maître d'oeuvre (8 millions de dollars, soit 47,1 %); et maintenance du logiciel, également assurée par le maître d'oeuvre, (9,7 millions de dollars, soit 57,4 %). L'augmentation due à la première cause (spécifications incomplètes ou incorrectes) a été considérée comme tout à fait conforme aux normes du secteur. En ce qui concerne les deux autres causes, les tâches assumées par le fournisseur n'étaient pas prévues dans le contrat d'origine. Cela dit, il aurait sans doute été possible de réaliser des économies si l'on avait cherché suffisamment tôt à mobiliser les ressources nécessaires sur le plan interne.

73. Le Bureau a recommandé des mesures permettant de renforcer la gestion et le contrôle des tâches restant à accomplir, notamment intégrer la formation relative à l'utilisation du SIG à l'ensemble du programme de formation de l'Organisation et identifier d'autres moyens de rationaliser les procédures administratives grâce à une utilisation efficace du SIG. L'Administration a accepté ces recommandations.

3. Gestion de la bureautique au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et au Tribunal pénal international pour le Rwanda

74. Un audit effectué au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a permis de constater que les ressources informatiques étaient utilisées de façon efficace, compte tenu des services et de l'appui dont le Tribunal a besoin. Toutefois, les procédés et procédures servant à la prestation de ces services n'étaient pas normalisés et il n'existait aucune modalité ou méthodologie permettant de planifier les questions d'informatique, de mettre en place les systèmes ou de gérer les projets. Le Tribunal devait aussi mettre au point des méthodes de gestion du passage à l'an 2000, et s'assurer que le matériel, le logiciel et les systèmes servant au fonctionnement des salles d'audience et à la gestion de la documentation fonctionneraient sans problème.

75. Le Bureau a estimé que l'adoption d'un nouveau logiciel pour gérer le service d'assistance et suivre le fonctionnement du réseau au Tribunal était appropriée et opportune. Le Bureau du Procureur avait mis en place un mécanisme permettant de procéder à des échanges avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda en ce qui concerne les modalités, les procédés et les systèmes. Toutefois, des mécanismes analogues n'avaient pas été mis en place entre les différents services du Greffe. Le Greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a fait savoir au Bureau qu'il s'attachait à coopérer avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda dans différents domaines, dont l'appui aux salles d'audience, les services de bibliothèque, les archives et les communications entre tribunaux.

76. Un audit de la gestion de la bureautique au Tribunal pénal international pour le Rwanda a fait apparaître que celui-ci avait du mal à réaliser ses objectifs parce qu'il ne parvenait pas à attirer des informaticiens qualifiés. Il est situé dans une région éloignée et ses systèmes de communications et d'alimentation ne sont guère perfectionnés, si bien qu'il est très difficile de mettre en place des techni-

ques informatiques. Le Bureau a recommandé que le Tribunal détermine les fonctions essentielles pour lesquelles l'informatique était nécessaire et qu'il formule une stratégie en vue de trouver des solutions de rechange pour répondre à ses besoins techniques. Le recours à des services extérieurs, le télétraitement d'applications, le détachement de personnel et le partage de certaines tâches avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et avec le Siège pourraient être envisagés pour remédier aux problèmes dus au manque d'informaticiens et faire en sorte que le Tribunal dispose de services de qualité au moment voulu.

4. Audit de gestion de la bureautique à l'Office des Nations Unies à Nairobi

77. À l'Office des Nations Unies à Nairobi, l'audit a fait apparaître des problèmes dans des domaines considérés par les spécialistes de l'informatique comme essentiels à l'efficacité d'une organisation. Comme l'Office terminait l'intégration d'opérations administratives et d'opérations de soutien qui étaient auparavant séparées, le Bureau a recommandé qu'il revoie ses méthodes de gestion de la bureautique et son infrastructure dans ce domaine et qu'il établisse un plan financier directeur, précisant le logiciel, les techniques, le budget, la formation et les stratégies nécessaires pour permettre à l'Office, au Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Centre des Nations Unies pour les établissements humains d'atteindre leurs objectifs.

III. Exposé récapitulatif des principales activités par type de contrôle

A. Audit et conseils de gestion

1. Généralités

1. La Division de l'audit et des conseils de gestion du BSCI ainsi que ses bureaux de Genève et de Nairobi ont procédé à des audits des activités du Secrétariat, dont les activités d'appui administratif, les missions de maintien de la paix, les Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne, le Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq, les activités menées par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le terrain au Rwanda, les activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues en Thaïlande, en Chine et aux Antilles néerlandaises, le Centre pour la prévention de la criminalité internationale et son Conseil consultatif, scientifique et professionnel international, le PNUE et son Bureau régional pour l'Asie occidentale et son Groupe de coordination régionale pour les mers d'Asie de l'Est, les bureaux régionaux du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) à Fukuoka et Rio de Janeiro, la Commission d'indemnisation des Nations Unies, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Des audits ont également été réalisés à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et son siège sous-régional pour les Caraïbes et les Commissions économiques pour l'Afrique et l'Europe. Les activités d'audit menées au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sont récapitulées plus haut, aux paragraphes 39 à 55.

2. Dans l'accomplissement de sa tâche, la Division a été guidée par des plans d'audit annuels et à moyen terme, qui appliquent des formules d'évaluation du risque dans l'ensemble des entités de l'Organisation des Nations Unies vérifiées par le BSCI. Ces plans veillent aussi à ce que toutes les entités de l'Organisation fassent normalement l'objet d'un audit au moins tous les quatre ans, les opérations à risque élevé étant vérifiées plus fréquemment. Au cours de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, la Division a vérifié des avoirs d'une valeur de 308 millions de dollars, des recettes d'un montant de 75 millions de dollars et des dépenses d'un montant total de 726 millions de dollars. Ces audits ont permis de constater que des économies d'un montant d'environ 33,8 millions de dollars auraient pu être réalisées et, durant la période considérée et les périodes antérieures, des mesures prises sur la base

des recommandations formulées par la Division ont permis de réaliser environ 23,2 millions de dollars en économies et recouvrements. Outre des économies monétaires, les audits du BSCI ont entraîné des améliorations dans l'administration et la gestion d'ensemble du Secrétariat de l'ONU ainsi qu'un renforcement des mécanismes de contrôle interne. La Division a continué à mettre l'accent sur les audits de gestion et les services consultatifs en tant que moyen d'aider de façon proactive l'Administration à s'acquitter de ses responsabilités. En outre, le BSCI a rendu compte à l'Assemblée générale de ses principales conclusions et recommandations sur des questions telles que les programmes d'assurance maladie offerts au personnel, l'emploi de retraités, les affaires d'arbitrage liées aux achats et l'augmentation des coûts du SIG.

La Division a continué à mettre l'accent sur les audits de gestion et les services consultatifs en tant que moyens d'aider de façon proactive l'Administration à s'acquitter de ses responsabilités.

3. Au cours de la période considérée, la Division de l'audit et des conseils de gestion a entamé les 100 audits ci-après:

Section du Siège	13
Section du maintien de la paix	21
Section du traitement électronique de l'information	4
Section des conseils de gestion	8
Section de l'Europe	17
Section de l'Afrique	14
Section du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	23
Total	100

La Division a adressé 83 rapports d'audit aux responsables des services concernés et cinq rapports à l'Assemblée générale. En outre, plus de 150 observations et autres communications relatives aux audits ont été formulées. Les 744 recommandations principales formulées dans les rapports d'audit peuvent être classées comme suit selon leur objet :

Gestion des liquidités	23
État de paie/personnel	120
Voyages et transport	53
Comptabilité/budgétisation/informations financières	140
Achats	64
Gestion du matériel	88
Gestion des programmes et projets	85
Systèmes informatiques	92
Administration et gestion d'ensemble	79
Total	744

4. Environ 10 % des postes de la Division étaient vacants, malgré les démarches énergiques en matière de recrutement et de promotion faites pendant la période considérée (le BSCI fonctionne de façon indépendante en matière de personnel). Au 30 juin 1999, la Division avait pourvu 54 de ses 60 postes d'administrateur. Des femmes occupaient 14, soit 26 %, des 54 postes d'administrateur pourvus au 30 juin 1998, y compris le poste de directeur et deux postes de chef de section. Le BSCI s'emploie actuellement à pourvoir plusieurs autres postes vacants dans la Division.

5. La Division a procédé à une auto-évaluation complète au cours de l'année écoulée, notamment dans les domaines de l'organisation des carrières, de l'assurance de la qualité des audits et de la planification stratégique. Elle a également mis en place un programme de reconnaissance du mérite du personnel et présenté ses premières récompenses à des fonctionnaires qui s'étaient acquittés de façon exceptionnelle de leur travail ou avaient apporté une contribution remarquable à la réalisation des objectifs du BSCI. La Division a continué d'assurer à son personnel une formation en cours d'emploi à l'audit, axée sur le perfectionnement des compétences techniques, et une formation individuelle dans des domaines tels que les applications informatiques. Le personnel d'audit a également participé à un certain nombre de conférences et de séminaires organisés par des associations professionnelles. Au cours de l'automne de 1999, la Division fera l'objet d'un audit de la part du Comité des commissaires aux comptes.

2. Principales constatations et recommandations

Système de télécommunications du Siège

6. Le système de télécommunications du Siège est un service commun financé par imputation du budget ordinaire. Pour les communications interurbaines et internationales, l'ONU fait appel à trois grandes sociétés qui offrent

des services de télécommunications interurbaines et internationales. À la fin de chaque mois, des factures détaillées sont reçues et réglées par l'ONU. L'audit a cependant fait apparaître que le système de répartition des charges entre les divers départements et bureaux se fondait sur des tarifs qui étaient plus élevés que ceux que facturaient les compagnies de télécommunications interurbaines et internationales. Le BSCI a également constaté que des communications interurbaines ou internationales par téléphone et télécopie qui n'avaient pas abouti étaient comptabilisées comme communications effectivement établies. Ces pratiques ont entraîné un excédent budgétaire d'environ 8,5 millions de dollars pour l'exercice biennal 1996-1997.

Le système de répartition des charges entre les divers départements et bureaux se fondait sur des tarifs qui étaient plus élevés que ceux facturés par les compagnies de télécommunications interurbaines et internationales.

7. Étant donné que l'excédent n'avait pas été prévu au budget, le BSCI a contesté le bien-fondé de l'application de tarifs internes plus élevés pour recouvrer le coût des communications interurbaines et internationales auprès des différents départements et fonctionnaires, ainsi que la pratique qui consistait à facturer des communications qui n'avaient pas été effectivement établies. Le BSCI a également contesté l'utilisation faite des excédents découlant de ces pratiques de facturation. Certes, le BSCI a pu établir un lien entre l'utilisation de l'excédent et l'achat de matériel et de services téléphoniques et autres, mais il s'est inquiété de ce que ces achats n'aient pas été prévus au budget et, en conséquence, représentent une utilisation non autorisée de fonds excédentaires. Le BSCI a recommandé que le Département de la gestion prenne des mesures pour faire en sorte que seul le coût effectif des appels téléphoniques soit recouvré auprès des utilisateurs et que le matériel et les services nécessaires pour appuyer le système téléphonique soient dorénavant expressément prévus dans le budget. Le Département de la gestion a informé le BSCI que des mesures avaient été prises pour donner suite à ses recommandations dans ce domaine.

Programme d'assurance maladie de l'ONU

8. Le programme d'assurance maladie de l'ONU comprend huit plans d'assurance distincts, dont six sont administrés au Siège. Pour l'exercice biennal 1996-1997, les huit plans ont coûté environ 251,7 millions de dollars, montant qui a été financé grâce à des déductions, à la

source, des traitements des fonctionnaires et des contributions de l'Organisation. L'audit réalisé par le BSCI a révélé que, même si deux des plans du programme consistaient en un régime d'assurance autonome, les administrateurs des plans participaient à bon nombre de décisions critiques, et recommandaient notamment le montant des primes à acquitter par les fonctionnaires. Le BSCI a conclu que le nombre de plans au titre du programme était trop élevé et contribuait à en compliquer l'administration et le contrôle. L'audit a également fait apparaître certaines lacunes dans la manière dont les recettes, les dépenses et des réserves du programme qui étaient comptabilisées dans les états financiers de l'Organisation.

Le BSCI a conclu que le nombre de plans au titre du programme d'assurance maladie était trop élevé et contribuait à en compliquer l'administration et le contrôle.

9. Le BSCI a procédé à une analyse comparative des divers plans et noté qu'il n'y avait pas de critères uniformes pour des éléments tels que le montant maximum remboursable au titre des plans, ni une politique uniforme concernant le traitement des fonctionnaires recrutés à titre temporaire. Le BSCI a recommandé que le programme soit restructuré pour le rendre plus équitable et plus facile à contrôler et que les pratiques en matière d'information financière soient modifiées afin qu'il soit rendu compte de façon plus transparente des réserves.

*Caisse commune des pensions du personnel
des Nations Unies*

10. Conformément à un accord conclu avec le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le BSCI assure une permanence, depuis 1996, des services d'audit interne à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Les observations et recommandations découlant des audits sont communiquées, pour suite à donner, à l'Administrateur de la Caisse et un rapport, contenant notamment ses principales constatations, recommandations et des informations sur la suite donnée à ses recommandations antérieures, est présenté tous les deux ans au Comité mixte. Le premier de ces rapports a été présenté au Comité en juin 1998.

*Siège sous-régional pour les Caraïbes
de la Commission économique
pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

11. Le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, à Port of Spain, gère au titre de son programme des fonds un montant total d'environ 4,1 millions de dollars par exercice biennal. L'audit de ce bureau auquel a procédé le BSCI a soulevé un certain nombre de questions, notamment l'accord conclu entre la CEPALC et le Conseil des Caraïbes pour la science et la technique en vertu duquel la CEPALC assure des services de secrétariat au Conseil. L'audit a révélé, et la CEPALC a admis, que le fonctionnaire qui fait office de secrétaire du Conseil travaillait de façon indépendante du siège sous-régional de la CEPALC. Le BSCI a recommandé de modifier cette relation pour remédier à la situation susmentionnée et d'étudier d'éventuelles solutions de rechange, dont la possibilité que le Conseil fonctionne de façon totalement indépendante. L'audit a également relevé des faiblesses dans le suivi et l'exécution du programme en ce qui concerne le recrutement et la rémunération de consultants. L'Administration a accepté de réexaminer ces problèmes et de prendre des mesures correctives.

Services administratifs

12. Un audit de gestion des services administratifs a porté sur les rôles et responsabilités, la structure organisationnelle, la dotation en effectifs et l'efficacité opérationnelle des services administratifs dans cinq départements et bureaux du Siège. Dans le cadre de l'audit, l'impact du Système intégré de gestion (SIG) sur leurs activités a également été évalué. Dans l'ensemble, l'audit a révélé que la valeur ajoutée des services administratifs était généralement intéressante et qu'il n'y avait aucune raison impérieuse d'en modifier la structure organisationnelle ou l'emplacement dans l'avenir immédiat. Néanmoins, le BSCI a constaté que ces services représentent un rouage administratif supplémentaire que l'on ne trouve généralement pas dans d'autres organisations publiques. Outre qu'il a recommandé une série de mesures pour améliorer le recours au SIG dans les services administratifs, le BSCI a proposé un certain nombre d'améliorations en vue de renforcer les opérations des services exécutifs, le partage de l'information et l'auto-évaluation. Il s'agirait notamment de définir des repères et des objectifs en matière de prestation de services et de mettre au point des techniques d'auto-évaluation telles que les enquêtes relatives à la satisfaction des utilisateurs.

13. Bien que les services administratifs aient accepté la plupart des recommandations du BSCI, ils estimaient que l'audit n'avait pas permis d'examiner de façon suffisamment approfondie certaines questions clés concernant leur rôle et leur interaction avec l'Administration centrale. En

conséquence, le BSCI a offert d'organiser une série de séances interactives pour examiner ses préoccupations.

Commission économique pour l'Afrique

14. L'audit que le BSCI a consacré à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a révélé un certain nombre de faiblesses au niveau du système comptable, comme celles découlant de la mise en place du logiciel comptable Sun et le fait que les soldes du grand Livre n'avaient pas été apurés avant d'être transférés au système comptable Sun. L'audit a fait apparaître une absence de soutien de la part de la Division de la comptabilité du Siège pendant l'installation du système Sun et a recommandé qu'une évaluation indépendante soit faite du fonctionnement du système.

15. L'audit a permis de constater que 14 postes étaient vacants dans les divisions administratives de la CEA, notamment celui de chef de la Division des conférences et des services généraux. Les postes vacants dans des secteurs clefs compromettaient l'ensemble du mécanisme de contrôle à la CEA et le BSCI a donc recommandé que les mesures voulues soient prises pour pourvoir les postes vacants. L'audit a également révélé qu'il y avait une absence de contrôle sur les comptes bancaires et que ceux-ci n'avaient pas été rapprochés en temps voulu – certains éléments devant être rapprochés remontant à 1992. L'Administration a informé le BSCI que, à la suite de sa recommandation, nombre de postes vacants à la CEA avaient été considérablement réduits.

*Programme des Nations Unies
pour le contrôle international des drogues*

16. L'audit des produits du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) pour l'exercice biennal 1996-1997 a fait apparaître que le système centralisé de planification et de suivi des travaux n'avait guère d'intérêt pratique et n'était pas entièrement appliqué par les directeurs de programme. Le PNUCID, partant du rapport du BSCI, a décentralisé la planification des travaux et institué un examen régulier des réalisations conformément aux directives communes du BSCI et du Département de la gestion concernant le suivi et l'évaluation des programmes. Le PNUCID a également informé le BSCI que ses services seraient désormais tenus de définir des indicateurs de résultats, de suivre l'état d'avancement des travaux et de signaler les réalisations et les modifications importantes au plan de travail au Bureau du Directeur exécutif.

Sur la base du rapport du BSCI, le PNUCID a décentralisé la planification de ses travaux et a institué un examen régulier des réalisations.

17. L'audit d'un projet de réduction de la demande et de prévention de l'abus des drogues dans les Antilles néerlandaises a montré que les objectifs du projet étaient d'une manière générale atteints. Il n'empêche que la gestion financière et l'établissement de rapports financiers laissaient à désirer, si bien que la comptabilité du projet n'était pas fiable. Des opérations représentant au total 198 600 dollars, soit 77 % des fonds décaissés par le PNUCID, n'ont pu être correctement justifiées et les lacunes du contrôle financier ont entraîné des retards dans la vérification et la mise au point des rapports sur les décaissements des pouvoirs publics.

18. Il est ressorti de l'audit d'un projet portant sur la réduction des drogues et stupéfiants illicites dans la province chinoise du Yunnan que deux des quatre objectifs du projet avaient été reformulés et que deux produits avaient été profondément modifiés sans révision du descriptif du projet et sans l'approbation du siège du PNUCID. Par ailleurs, le matériel durable du projet, dont plus de 100 véhicules fournis à l'homologue national, ne faisait pas l'objet, d'une manière générale, d'un contrôle satisfaisant.

19. Les responsables du PNUCID ont souscrit aux recommandations du BSCI, qui sont pour la plupart en cours d'application.

*Vente et commercialisation de publications
à l'Office des Nations Unies à Genève*

20. L'audit de la Section de la vente et de la commercialisation des publications de l'Office des Nations Unies à Genève a révélé que, bien que ses trois régions de vente comptent 117 pays, la Section n'avait des distributeurs que dans 31 pays : 23 en Europe, 5 au Moyen-Orient et 3 en Afrique. Au surplus, le revenu net des ventes des publications n'avait pas augmenté au cours des dernières années. L'audit a permis de déceler plusieurs facteurs empêchant le développement de la production de recettes et de la diffusion d'informations : absence de planification stratégique, insuffisance des stratégies en matière de promotion, de prix et de vente, lacunes dans la formation et incapacité à suivre l'évolution du marché et du secteur. L'audit a également mis en lumière plusieurs faiblesses et problèmes de contrôle interne liés au stockage et à l'entreposage, aux invendus et au recouvrement des sommes à recevoir.

*Services de télécommunications
à l'Office des Nations Unies à Genève*

21. D'après l'audit, les services de télécommunications à l'Office des Nations Unies à Genève sont généralement utilisés de manière efficace, grâce essentiellement à une approche dynamique et aux améliorations techniques apportées constamment par l'administration de l'Office. Le BSCI n'en a pas moins constaté que des améliorations s'imposaient dans certains domaines, comme la reconfiguration des opérations, la formation, et la réaffectation du personnel en surnombre. Par ailleurs, le fait que l'Office n'ait pas participé à la configuration du réseau de télécommunications de l'ONU s'est traduit par des tarifs désavantageux pour les usagers de Genève. Le BSCI a recommandé que l'Office s'emploie à négocier une réduction des tarifs avec le Siège et réexamine les tarifs appliqués à ses usagers. Il a également recommandé que l'Office facture les appels locaux aux usagers n'appartenant pas au système des services communs; amène d'autres organisations ayant leur siège à Genève à participer à un contrat mondial afin d'obtenir des tarifs commerciaux inférieurs; normalise les achats de matériel; renforce le contrôle des dépenses de télécommunications; et améliore la précision des procédures de facturation et d'enregistrement.

*Centre de prévention
de la criminalité internationale*

22. L'audit du Centre de prévention de la criminalité internationale a fait apparaître que, d'une manière générale, les contrôles internes étaient satisfaisants mais que les ressources disponibles pouvaient être mieux utilisées. De plus, l'efficacité des activités et le traitement en temps voulu des opérations exigeaient de meilleures communications et une coordination renforcée entre les services administratifs et les services techniques. L'audit a décelé plusieurs lacunes : planification et contrôle insuffisants des activités et ressources; engagements de dépenses avant la réception des contributions; dépenses excessives ou non autorisées au titre de dons, de voyages et de réunions; engagements non réglés depuis longtemps et non-recouvrement de sommes à recevoir; absence d'autorisations de voyage en bonne et due forme; et dérogations à la procédure d'appel d'offres. Pour ce qui est de la gestion du personnel, les problèmes rencontrés étaient les suivants : effectifs supérieurs au tableau approuvé et emprunts fréquents de fonctionnaires et de postes pendant de longues périodes et sans autorisation. Depuis l'audit, le Centre a pris des mesures correctives et a progressé dans l'application de la majorité des recommandations de l'audit.

*Gestion des centres de conférences
de la Commission économique pour l'Afrique
et de la Commission économique et sociale
pour l'Asie et le Pacifique*

23. Un contrôle de gestion des centres de conférences de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a été consacré aux taux d'utilisation et aux obstacles à l'augmentation de l'utilisation et des taux de recouvrement des coûts. Le coût élevé et la sous-utilisation de ces centres de conférences ne cessent de poser des problèmes à l'Organisation. Le BSCI a constaté que l'on avait vu beaucoup trop grand et que les grandes salles de conférence de ces deux centres étaient inoccupées entre 60 et 85 % du temps. L'Administration de la CESAP et celle de la CEA exploitent ces installations séparément, en complément de leur programme de travail de fond, sans guère d'orientation opérationnelle ou d'appui du Siège.

Le coût élevé et la sous-utilisation de ces centres de conférences ne cessent de poser des problèmes à l'Organisation. Le BSCI a constaté que l'on avait vu beaucoup trop grand pour ces installations.

24. Malgré la charge financière de plus en plus lourde que ces centres imposent à l'Organisation, on ne s'est guère préoccupé d'en améliorer l'utilisation et la gestion. On n'en a pas fait d'activités productrices de revenus et aucun crédit n'a été prévu pour assurer la promotion et la commercialisation de ces centres à l'intérieur ou à l'extérieur du système des Nations Unies.

25. Le BSCI suggère des améliorations précises d'ordre opérationnel et recommande également que la CESAP mette au point pour son centre de conférence un projet global de commercialisation, que la CEA mette au point son plan de coût de la commercialisation et évalue la possibilité d'améliorer ses installations de conférence, et que les deux commissions formulent, en collaboration avec le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, un projet d'encouragement de l'utilisation de ces centres de conférences pour les grandes réunions et conférences des Nations Unies.

Office des Nations Unies à Nairobi

26. L'audit des sommes à recevoir à l'Office des Nations Unies à Nairobi a mis à jour plusieurs erreurs comptables et autres lacunes, portant sur plus de 150 comptes différents représentant au total 1,5 million de dollars, soit

quelque 20 % du solde de 7,6 millions apparaissant au 31 mai 1998. Le BSCI a constaté que ce solde de 7,6 millions de dollars était sous-évalué de 700 000 dollars, montant compensé par 11 comptes d'un montant total de 300 000 dollars qui représentaient des paiements reçus mais non comptabilisés.

27. Pour tenter de redresser cette situation, l'Office des Nations Unies à Nairobi s'est heurté aux problèmes suivants : arriérés importants de sommes à recevoir non analysés, faiblesse du système comptable, formation insuffisante du personnel et absence de procédure globale et de documentation concernant les utilisateurs. Comme suite aux recommandations du BSCI, l'Office a constitué une équipe chargée d'examiner les problèmes liés aux sommes à recevoir et a loué les services d'un bureau de consultants pour l'aider à cet effet.

28. L'audit des pratiques concernant la présence sur les lieux de travail et les congés a fait apparaître plusieurs lacunes liées à la lourdeur du système et au fait que le personnel connaît mal les règlements. Le BSCI a aidé l'Office à élaborer un nouveau système de comptabilisation des congés et a insisté sur la nécessité de sensibiliser le personnel à tous les échelons au règlement ainsi qu'à ses responsabilités.

Bureau régional du PNUE pour l'Asie occidentale

29. Après avoir procédé à l'audit du Bureau régional du PNUE pour l'Asie occidentale, le BSCI a constaté une très nette amélioration dans les domaines financier et administratif depuis son dernier audit, qui remontait à 1995, grâce aux améliorations apportées au mode de fonctionnement par le nouveau Directeur. Le BSCI a constaté des améliorations dans les registres des présences et des congés, l'ordonnancement et l'approbation des dépenses et la tenue des inventaires et du fichier de consultants.

30. Le BSCI a souligné la nécessité de conclure avec le Gouvernement de Bahreïn un accord officiel de pays hôte précisant toutes les conditions et obligations liant les parties, comme pour les autres organismes des Nations Unies présents à Bahreïn. Le BSCI a également recommandé que le PNUE actualise le mémorandum d'accord en vigueur avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Bahreïn pour ce qui est de la fourniture de services financiers et de personnel. L'Administration du PNUE a indiqué que l'accord de pays hôte avec Bahreïn et le mémorandum d'accord révisé avec le PNUD seraient en place à la fin de 1999.

Bureaux régionaux du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

31. Les audits consacrés par le BSCI aux deux principaux bureaux régionaux d'Habitat ont fait apparaître qu'ils fonctionnaient dans le cadre des pouvoirs délégués par l'Office des Nations Unies à Nairobi. L'efficacité de cette délégation dépend toutefois de la précision et de la rapidité de l'échange d'informations entre l'Office de Nairobi et les bureaux régionaux. L'audit a relevé qu'il n'existait entre l'Office de Nairobi et les bureaux extérieurs aucun accord de service régissant le contenu et la fréquence des informations et qu'il était possible de renforcer l'accord avec le pays hôte et la gestion du matériel.

3. État d'avancement des audits en cours demandés par l'Assemblée générale

32. Tous les audits effectués en application des résolutions 52/226 et 52/227 de l'Assemblée générale en date du 31 mars 1998 ont été signalés à l'Assemblée.

B. Investigations

1. Situation d'ensemble

33. Les ressources de la Section des investigations ont été consacrées à l'application du principe de responsabilité par la formulation de recommandations visant à tenir pour responsables les personnes ayant enfreint les règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies ou les lois nationales, tout en disculpant les personnes ayant fait l'objet d'allégations non fondées. De plus, la Section a enquêté activement dans des domaines où un sérieux risque de fraude avait été établi, comme les indemnités pour frais d'études et les prestations au titre de la sécurité personnelle.

34. Les activités de la Section ont été très variées quant à leur nature, leur objet et leur portée, allant du réexamen des opérations à des affaires pénales, en passant par des enquêtes administratives. C'est ainsi que la Section a établi la preuve de fraudes au service des voyages de la MINUBH, impliquant pour l'Organisation des pertes évaluées au bas mot à 1 million de dollars; la Section a enquêté sur des allégations de corruption généralisée à l'UNRWA, qui se sont révélées non fondées; elle s'est intéressée à un projet présentant un élément commerce électronique à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); elle a mené à bien la première enquête sur une commission régionale et a examiné les activités du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. La Section a en outre organisé et accueilli la première Conférence des

enquêteurs du système des Nations Unies, qui a réuni des participants provenant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du PNUD, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du HCR. Les questions des garanties d'une procédure régulière, des pratiques en matière d'enquête et des relations avec les clients ont été notamment examinées.

35. Comme les années précédentes, la Section des investigations collabore activement avec la justice de certains pays pour poursuivre les auteurs de délits commis au préjudice de l'Organisation. Cette année, elle a participé à des poursuites pénales dans quatre continents. Les ressources limitées de la Section, qui a plus de 950 affaires à traiter, sont ainsi mises à rude épreuve.

Comme les années précédentes, la Section collabore activement avec la justice de plusieurs pays pour poursuivre les auteurs de délits commis au préjudice de l'Organisation.

36. Il convient également de noter qu'au cours de la période considérée, la Section a achevé ses enquêtes sur 31 allégations dont elle a constaté qu'elles étaient de bonne foi, mais qui n'ont pu être prouvées à partir des éléments disponibles, si bien que les personnes visées ont été excusées.

37. Pendant cette période, la Section a reçu 247 communications et suggestions, comme prévu par la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/273 du 7 septembre 1994 (par. 16 à 18), contre 173 au cours de la période précédente, soit une augmentation de 43 %. Or, ses effectifs sont restés limités à 15 personnes, comme au cours de la période précédente, dont 12 fonctionnaires au Siège à New York et les trois autres à Nairobi.

Par rapport à la période précédente, la Section a enregistré une augmentation de 43 % des communications reçues.

38. Durant la période considérée, la Section a établi 33 rapports et communications à des directeurs de programme, indiquant dans le détail les résultats des enquêtes, soit en moyenne un rapport tous les 11 jours. La tendance à faire appel au concours de la Section observée chez les directeurs de programme s'est poursuivie. De plus, la Section se voit souvent demander des conseils par des

homologues d'autres bureaux de contrôle du système des Nations Unies ainsi que de l'extérieur.

Répartition géographique des affaires dont la Section des investigations est saisie

	Nombre d'enquêteurs	Pourcentage de variation depuis la dernière période faisant l'objet d'un rapport
Amérique (Siège compris)	95	+22
Europe	54	+42
Afrique	41	+58
Asie	11	-45
Moyen-Orient	46	+318
Total	247	+43
Dont :		
Fonds et programmes opérationnels concernés	78	+66
Sources anonymes	31	+24
Par la ligne directe	17	+183

2. Affaires caractéristiques

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (voir plus haut, par. 61)

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

39. La Section a étudié la question importante des partenariats entre l'Organisation des Nations Unies et le secteur privé dans le contexte du développement mondial d'Internet et de l'intérêt croissant pour le commerce électronique. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses demandes non autorisées de fonds et ressources ainsi que des accords commerciaux non autorisés avec des intérêts privés. L'enquête a également révélé que des arrangements de partenariat avec des intérêts privés avaient été négociés, prétendument dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, sans mise en concurrence et sans l'accord des responsables de la CNUCED. Des recommandations ont été formulées à l'intention de l'Administration afin de mettre un terme à ces abus.

40. Les questions soulevées par l'affaire du commerce électronique témoignent de la complexité croissante des questions de contrôle interne auxquelles l'Organisation a à faire face, de nouveaux domaines d'activité se prêtant à des malversations.

Les questions soulevées par l'affaire du commerce électronique témoignent de la complexité croissante des questions de contrôle interne auxquelles l'Organisation a à faire face, de nouveaux domaines d'activité se prêtant à des malversations.

Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie
(voir plus haut, par. 69)

*Frais de voyage, affaires de fraude
à la Mission des Nations Unies
en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)*
(voir plus haut, par. 33 à 37)

*Corruption passive d'un fonctionnaire
de la MINUBH* (voir plus haut, par. 38)

*Allégations de fraude
au détriment du Haut Commissariat
des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)*
(voir plus haut, par. 56)

*Fraude à l'indemnité pour frais d'études
et aux indemnités pour charges de famille*

41. Après avoir examiné des demandes d'indemnités pour personnes à charge et pour frais d'études, le Département des opérations de maintien de la paix a constaté des irrégularités dans les demandes présentées par deux fonctionnaires et a demandé au BSCI de l'aider à procéder à une enquête approfondie. Deux fonctionnaires du Service mobile, mari et femme, avaient présenté des demandes douteuses de remboursement au titre de l'indemnité pour frais d'études et d'indemnités pour charges de famille. Ces deux fonctionnaires avaient réclamé des indemnités pour six enfants au total.

42. Les responsables des établissements scolaires que les enfants étaient censés avoir fréquentés ont confirmé que les documents produits par les fonctionnaires et sur lesquels l'Organisation s'était fondée pour effectuer les remboursements présentaient de fausses signatures, des frais surestimés et des empreintes de sceaux falsifiés. Généralement, les établissements scolaires mentionnés n'étaient même pas ceux que les enfants avaient effectivement fréquentés. Entre 1991 et 1998, le couple a cherché à se faire verser frauduleusement un montant total de 222 345 dollars, et a ainsi perçu au total 195 920 dollars.

43. Le mari a démissionné au début de l'enquête et n'a de ce fait pas fait l'objet de mesures disciplinaires. L'épouse a été renvoyée sans préavis.

44. Le BSCI examine plusieurs possibilités de poursuivre cette affaire afin de recouvrer les fonds obtenus frauduleusement et de traduire les anciens fonctionnaires en justice.

*Commission économique pour l'Afrique :
affaire de chèques frauduleux*

45. En 1997, deux fonctionnaires de la Commission économique pour l'Afrique se sont livrés à la falsification de chèques de la Commission et ont ainsi obtenu frauduleusement plus de 30 000 dollars. Les intéressés falsifiaient les chèques en reproduisant le nom du bénéficiaire antérieur. Toutes les pièces justificatives concernant les chèques falsifiés étaient approuvées par l'un des fonctionnaires sans certification par l'agent certificateur, contrairement aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Les chèques étaient endossés par l'un des deux fonctionnaires à l'ordre de l'autre, qui les déposait sur son compte bancaire. Des mesures correctives ont été recommandées et acceptées.

Prestations au titre de la sécurité personnelle

46. Le bureau de Nairobi du BSCI a enquêté sur six affaires de fraudes présumées concernant les prestations au titre de la sécurité. L'enquête a révélé que les procédures de remboursement des frais au titre de la sécurité étaient lourdes et inefficaces. De plus, l'obligation pour les fonctionnaires de produire de nombreuses pièces justificatives à l'appui des demandes de remboursement au titre de la sécurité n'empêchait pas les fraudes. L'Office des Nations Unies à Nairobi a accepté les recommandations du BSCI et a demandé au Siège à New York d'approuver la mise en place de nouvelles procédures. Grâce aux enquêtes du BSCI, l'Office de Nairobi se fait rembourser les montants obtenus frauduleusement par les fonctionnaires et s'emploie à régler le problème selon la procédure disciplinaire de l'ONU.

47. Le PNUD a demandé à la Section des investigations d'enquêter sur des irrégularités concernant les achats décelés par les contrôleurs internes du PNUD au titre des dépenses, au moyen de la réserve pour la construction de logements sur le terrain, dans le cadre d'un programme de travaux de 50 millions de dollars. Les enquêteurs ont procédé à des enquêtes approfondies sur le terrain et ont décelé de nouvelles preuves de fraudes de la part du consultant principal et d'un fonctionnaire du PNUD chargé du programme. Le préjudice ainsi subi par l'Organisation est au bas mot d'environ 2 millions de dollars. Sur la base de cette enquête, l'Administrateur a fait sien la recommandation tendant à ce que l'affaire soit portée devant les

autorités compétentes des États-Unis, et a renvoyé le fonctionnaire du PNUD en question. La justice américaine a inculpé l'ancien fonctionnaire, qui a été arrêté. Les démarches entreprises pour extraditer le consultant n'ont pas abouti. En collaboration avec le PNUD et le Bureau des affaires juridiques, la Section prête son concours aux autorités américaines et cherche les moyens de recouvrer les fonds détournés. L'affaire est en instance.

C. Inspection

1. Nouvelles inspections

Services communs des Nations Unies

48. L'une des huit stratégies mentionnées dans la nouvelle vision de la gestion que le Secrétaire général a proposée dans son programme de réformes (A/51/950) avait trait à l'élargissement et au renforcement des services communs. En particulier, le Secrétaire général demandait que les principaux services d'appui soient réexaminés en vue de renforcer les services communs existants et de généraliser la fourniture intégrée de ces services si cela devait permettre de mettre à disposition des services de manière plus rationnelle et efficace. L'objectif serait de veiller à fournir aux clients, en temps voulu, des services d'appui de haute qualité, pleinement satisfaisants à des prix rentables.

49. Le BSCI a procédé à une inspection au Siège et aux Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne pour évaluer dans quelle mesure les services communs avaient été renforcés dans les domaines recensés dans le rapport du Secrétaire général, à savoir les achats; la technologie de l'information et les télécommunications; le Système intégré de gestion (SIG); les services du personnel, y compris les services médicaux; les services financiers, y compris les services bancaires, la trésorerie et la paie; les services juridiques; les opérations de transport et de trafic; les services de sécurité; la gestion des installations; les installations d'imprimerie; les archives et la gestion des dossiers. On a également évalué les efforts déployés pour améliorer l'efficacité et la rentabilité des services d'appui des Nations Unies dans ces mêmes domaines. L'inspection a confirmé que la réforme engagée par le Secrétaire général avait donné une nouvelle impulsion à la recherche de méthodes de gestion plus économiques, reposant éventuellement sur un élargissement des services communs. L'expérience a démontré que, si les arrangements communs portant sur la fourniture directe de services (états de paie, valise diplomatique et visas, par exemple), sont assez facilement acceptés par les utilisateurs et les prestataires,

on est peu enclin à partager les processus qui appellent des décisions au niveau de la direction, par exemple en matière de recrutement.

50. La stratégie relative aux services communs définie par le Secrétaire général est mise en oeuvre dans un contexte évolutif où des interactions se produisent entre l'ONU et les divers fonds et programmes établis à New York. Les parties s'efforcent de trouver des domaines de collaboration tout en conservant leurs attributions particulières. L'Équipe spéciale chargée des services communs a créé des groupes de travail pour des domaines déterminés, adopté des plans d'action dans chacun de ces domaines et commencé à les mettre en oeuvre. Dans un esprit de collaboration, les groupes de travail sont présidés par des représentants de l'ONU, de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du PNUD. Des efforts concrets sont déployés actuellement dans le cadre des groupes de travail techniques pour réaliser les objectifs énoncés dans la stratégie relative au renforcement des services communs à New York. Des progrès appréciables ont été enregistrés tout particulièrement dans les domaines des achats, des voyages et des transports, du SIG et de la gestion des archives et des dossiers. On cherche également à établir des critères d'évaluation en vue de mettre au point des indicateurs de résultats pour les activités qui entrent dans le cadre des services communs à New York. On pense que ce processus devrait contribuer à renforcer les activités en question ainsi que la centralisation de certaines fonctions. La participation active et le concours régulier des instances de direction de toutes les organisations qui sont intéressées par les services communs seront nécessaires. Le rapport du BSCI souligne qu'il importe d'intégrer les Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne dans la stratégie globale de mise en oeuvre et de tenir les autres lieux d'affectation hors Siège informés des enseignements tirés de l'expérience et des meilleures pratiques qui ont été identifiées.

Le rapport du BSCI souligne qu'il importe d'intégrer les Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne dans la stratégie globale de mise en oeuvre et de tenir les autres lieux d'affectation hors Siège informés des enseignements tirés de l'expérience et des meilleures pratiques qui ont été identifiées.

51. Le rapport recommande que le Département de la gestion prenne d'urgence les dispositions nécessaires pour les délégations de pouvoir aux directeurs de programme et

la décentralisation des fonctions de contrôle et d'encadrement au profit des Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne, qui sont des facteurs déterminants pour accroître l'efficacité des services d'appui et assurer la fourniture de ces services en temps voulu.

52. Le rapport contient des recommandations qui visent à renforcer les services centraux d'appui et à éliminer certains des facteurs qui font obstacle à l'élargissement des services communs, à savoir les mandats divergents adoptés par les organes intergouvernementaux des organisations du système des Nations Unies; la mentalité de «chasse gardée» qui caractérise le système et le manque de confiance entre les organisations, les unes craignant que leurs intérêts ne soient pas équitablement protégés par les autres; enfin, le manque d'interaction et de communication entre les chefs de secrétariat. L'Équipe spéciale chargée des services communs a préconisé un renforcement de la collaboration, ce qui a induit une plus grande ouverture de la part de l'ONU et des organisations participantes à New York sur la question des services communs. Autre facteur tout aussi important, le succès de la réforme liée à l'élargissement des services communs et au renforcement des services d'appui ne peut être assuré que si les fonctionnaires et les directeurs de programmes, considérés individuellement, sont disposés à prendre les initiatives et à assumer les risques nécessaires à la mise en oeuvre de cette réforme dans tous les secteurs de l'Organisation. Par ailleurs, si l'on veut que la notion de service commun devienne une réalité concrète au sein du système des Nations Unies, les États Membres doivent, de leur côté, participer plus activement à l'effort de réduction des coûts à l'échelle du système en adoptant des positions harmonisées au sein des organes intergouvernementaux de chaque organisation.

Le rapport contient des recommandations qui visent à renforcer les services centraux d'appui et à éliminer certains des facteurs qui font obstacle à l'élargissement des services communs.

2. Contrôle continu de l'application des recommandations

Centre du commerce international

53. Au 31 décembre 1998, le Centre du commerce international avait appliqué les 14 recommandations du BSCI qui figuraient dans le rapport d'inspection publié en juin 1997 (A/51/933), y compris celle qui préconisait de préciser nettement dans une circulaire administrative sur la délégation de pouvoirs les attributions fonctionnelles et

les pouvoirs des responsables de programme, de même que la manière dont ils doivent répondre de leur gestion. Une évaluation conjointe est menée actuellement avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la CNUCED.

Division de la prévention du crime et de la justice pénale

54. La Division de la prévention du crime et de la justice pénale a pris les mesures nécessaires en vue de l'application des recommandations qui avaient été formulées en janvier 1998. Sur les 15 recommandations considérées, 11 ont été entièrement appliquées et les quatre autres sont en cours d'application.

55. Comme suite aux recommandations susmentionnées, le Directeur général a indiqué qu'il tenait des réunions périodiques avec le personnel d'encadrement du Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime dans le cadre du Comité stratégique pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, et qu'il avait également des échanges de vues avec l'Administrateur responsable et les cadres supérieurs du Centre de prévention de la criminalité internationale afin de donner des directives et une orientation stratégique. Il s'attachait également, avec le concours des délégations de certains pays clefs, à créer un groupe de donateurs pour les activités relatives à la prévention de la criminalité.

56. La Division a mis en place un mécanisme d'autosurveillance et d'autoévaluation pour aider le Directeur général à s'acquitter de ses fonctions de contrôle. Ce mécanisme permettra de mesurer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme en appliquant les procédures standard d'établissement des rapports.

57. Lorsque la Division de la prévention du crime et de la justice pénale a été restructurée, il a été tenu compte de la nécessité de faire porter les efforts sur des priorités telles que la lutte contre la criminalité organisée, la lutte contre la corruption, le renforcement de la coopération technique, les études et les services à assurer pour les réunions de la Commission. On prend des mesures pour axer les services fournis par les conseillers interrégionaux sur l'octroi d'une assistance technique aux États Membres. À la suite de la restructuration, le Directeur adjoint de la Division a été associé à la mise en oeuvre des activités du sous-programme intitulé «Activités opérationnelles, planification et coordination d'ensemble», qui a été désigné comme prioritaire par l'Assemblée générale.

58. Conformément à la recommandation qui l'invitait à réexaminer la documentation établie pour ses délibérations

en vue de réduire le nombre de documents, la Commission a rationalisé son programme de travail et décidé de s'autodiscipliner en ce qui concerne les demandes de documentation.

59. Des efforts sont actuellement déployés pour établir une collaboration plus efficace avec le réseau d'instituts affiliés à l'Organisation des Nations Unies qui luttent contre la criminalité. Il serait toutefois impossible d'améliorer les arrangements institutionnels dans le cadre du système en vigueur sans ressources supplémentaires.

3. Visites d'inspection effectuées par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne

60. En plus des missions qui l'amènent régulièrement à Genève et à Vienne, le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a, au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, effectué des visites d'inspection à l'Université des Nations Unies (UNU) à Tokyo, en septembre 1998, et à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) à Bangkok, en juin 1999. Ces visites ont pour objectif de manifester l'intérêt que le BSCI porte aux bureaux extérieurs, de contrôler l'application des récentes recommandations du Bureau ainsi que d'aider et de conseiller le Secrétaire général dans l'exercice de ses responsabilités dans la gestion des activités de l'Organisation en dehors de New York. À cet égard, le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a présenté au Secrétaire général de brefs rapports officiels qui sont récapitulés dans les paragraphes ci-après.

Université des Nations Unies

61. Après plus de 20 ans d'existence, l'Université des Nations Unies se trouve à un tournant de son évolution. Un examen critique de sa structure et de ses méthodes de travail, ainsi que du rôle et de la mission qu'elle remplit au sein du système des Nations Unies s'impose. La direction actuelle a relevé ce défi et amorcé un processus de réforme et d'ajustement.

62. Au cours des 10 dernières années, l'Université des Nations Unies a multiplié les activités en créant huit centres et programmes de recherche et de formation dans le monde entier mais cette évolution, qui n'était pas canalisée par un plan directeur, a entraîné une érosion du rôle pilote que l'UNU jouait dans les milieux universitaires et de la coordination exercée par l'administration centrale à Tokyo. L'aptitude de l'Université à répondre aux besoins opérationnels de l'Organisation a été ainsi réduite et elle

risque de perdre son utilité en tant que centre de réflexion. Après l'entrée en fonctions du nouveau recteur, le siège de l'Université a inauguré une nouvelle politique qui doit lui permettre de réaffirmer son autorité en matière de coordination et de mettre davantage l'accent sur la satisfaction des clients, ainsi que de renforcer et d'institutionnaliser les services qu'il fournit aux instituts affiliés pour les questions administratives. Une autre difficulté à laquelle le Recteur doit faire face tient à la nécessité de trouver un juste équilibre entre, d'une part, le souci de répondre aux intérêts et aux attentes légitimes des pays hôtes de l'Université, en particulier le Japon, et, d'autre part, l'exigence d'indépendance et la vocation mondiale de l'Université, en particulier l'obligation d'agir en direction des pays en développement.

63. L'Assemblée générale, le Secrétariat et le Conseil exécutif de l'UNESCO devraient manifester l'intérêt qu'ils portent à l'Université et à ses travaux de façon plus concrète et exploiter pleinement les possibilités offertes par cette institution.

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

64. Parmi toutes les commissions régionales, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique est celle qui embrasse la zone géographique la plus étendue et la plus diverse, avec des pays qui sont immenses ou minuscules, hautement développés ou peu avancés, enclavés ou insulaires.

65. En conséquence, nombre des questions auxquelles la Commission se trouve confrontée ont une dimension sous-régionale plutôt que régionale : tenter de répondre aux besoins de tous ses États membres est une tâche titanesque et le risque de dispersion est évident. Une réforme qui vise à recentrer les activités de la Commission, à souligner son rôle de coordination et à renforcer les aspects pragmatiques de ses travaux (formation, promotion de projets communs à l'échelle sous-régionale, promotion des échanges de données d'expérience et de connaissances spécialisées, renforcement des capacités, campagnes en faveur d'une bonne gouvernance, etc.) a été engagée. Toutefois, étant donné la diversité qui est perceptible également au sein de l'organe de supervision de la Commission, les changements ne se produisent pas aisément ou rapidement.

66. Le secrétariat de la Commission doit développer la communication horizontale sur le plan interne; à New York, les services du Siège doivent faire davantage pour corriger le sentiment largement répandu au sein de la CESAP, comme d'ailleurs dans les autres commissions

régionales, selon lequel leurs contributions aux travaux de l'Organisation ne seraient pas appréciées à leur juste valeur.

D. Contrôle

67. En réponse aux préoccupations exprimées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-huitième session quant à la nécessité d'accorder une place plus importante à l'analyse qualitative dans les futurs rapports sur l'exécution des programmes, le Groupe des services centraux de contrôle et d'inspection a établi un rapport intitulé «Dispositions à prendre pour que les programmes et activités approuvés soient intégralement exécutés, pour s'assurer de leur qualité, pour mieux rendre compte de ces éléments aux États Membres et pour permettre à ceux-ci de mieux les évaluer» (A/54/117).

68. Le rapport fait observer que, pour examiner les mesures qualitatives à prendre, on pourrait logiquement commencer par cerner les rapports qui existent entre les activités de l'ONU et les objectifs énoncés dans le plan à moyen terme et le budget-programme. Autrement dit, dans les projets de budget-programme, le Secrétariat indiquerait les résultats recherchés et les avantages escomptés pour les utilisateurs finals, qui seraient obtenus grâce à la fourniture de produits. En retour, ces produits permettraient de réaliser les objectifs du sous-programme. On affirme que le système de classification en vigueur pour les services et les produits fournis par l'ONU ne permet pas d'établir un lien entre les activités et les résultats car la relation n'est pas intégrée dans le système de classification. Sur la base de cette analyse, le rapport souligne qu'il importe d'établir un lien entre la qualité de l'exécution des programmes et la qualité de la planification à moyen terme et de la budgétisation des programmes.

69. Le rapport proposait trois options que le Comité du programme et de la coordination était invité à examiner et qui, de l'avis du BSCI, devraient aider le Comité à évaluer la qualité, la pertinence et l'utilité des produits exécutés par le Secrétariat et à déterminer comment ils ont contribué à la réalisation des objectifs énoncés dans le plan à moyen terme. Premièrement, charger les organes intergouvernementaux spécialisés qui contrôlent chaque programme d'évaluer la qualité de l'exécution du programme; deuxièmement, modifier la date de la publication du rapport sur l'exécution des programmes de sorte qu'il puisse être présenté dans le cadre de l'examen des projets de budget-programme; et troisièmement, exiger des directeurs de programmes qu'ils décrivent en détail dans leurs proposi-

tions pour le budget-programme quels objectifs ils visent avec les ressources qui leur sont allouées au cours d'un exercice biennal donné.

Le rapport proposait trois options qui, de l'avis du BSCI, devraient permettre au Comité du programme et de la coordination d'évaluer plus facilement la qualité, la pertinence et l'utilité des produits exécutés par le Secrétariat.

70. Le Comité a prié le Secrétaire général de continuer d'examiner les moyens qui permettraient de s'assurer de l'exécution intégrale des mandats et de mieux évaluer l'exécution des programmes, conformément à la résolution 53/207 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1998, et de faire rapport sur la question à sa quarantième session.

71. Le Comité du programme et de la coordination a également examiné, dans le contexte du rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 1996-1997, l'état d'avancement de 57 produits reportés de l'exercice biennal 1994-1995 qui avaient de nouveau été différés au cours de l'exercice biennal 1996-1997. Il a déploré que les vues des organes intergouvernementaux concernés sur la proposition du Secrétaire général tendant à éliminer certains produits n'aient pas été présentées comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 53/207. Le Comité a noté avec préoccupation que, comme indiqué dans le rapport, certains produits avaient été différés et d'autres éliminés en raison d'un manque de ressources au cours de l'exercice biennal. Il a souligné la nécessité de veiller à ce que, dans les rapports futurs sur l'exécution du programme, les propositions concernant l'élimination de produits soient clairement justifiées sur la base de critères précis.

E. Évaluation

Évaluation approfondie du programme relatif au désarmement

72. Le rapport d'évaluation passait en revue les succès et les lacunes du programme relatif au désarmement en ce qui concerne l'appui au mécanisme international de désarmement (Première Commission de l'Assemblée générale, Commission du désarmement, Conférence du désarmement et conférences chargées d'examiner des traités), l'application des résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et l'assistance aux parties aux

accords multilatéraux de désarmement. Il concluait que les délégations étaient généralement satisfaites de l'appui fourni aux organes multilatéraux par le secrétariat du Département des affaires de désarmement. Les lacunes avaient trait essentiellement à la diffusion d'informations techniques, aux activités des centres régionaux, au programme d'information des Nations Unies sur le désarmement, à la coopération avec les organisations régionales et à l'établissement de contacts avec les institutions spécialisées, les instituts de recherche et des organismes non gouvernementaux, comme le préconisait le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Elles s'expliquaient en partie par la diminution des ressources allouées au programme depuis 1992, elle-même due à une réduction considérable des ressources extrabudgétaires. Dans le même temps, les priorités arrêtées par la dixième session extraordinaire demeuraient pressantes et de nouvelles tâches avaient été assignées au Département. Le Comité du programme et de la coordination s'est prononcé sur les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation approfondie (A/54/16, par. 495 à 497).

De manière générale, les délégations étaient satisfaites de l'appui fourni aux organes multilatéraux par le secrétariat du Département des affaires de désarmement.

*Évaluation approfondie
du programme d'assistance électorale*

73. Le rapport d'évaluation a dressé le bilan du programme d'assistance électorale de l'ONU pour la période allant de 1992 à 1998. Il mettait l'accent sur : a) le rôle de la Division de l'assistance électorale compte tenu du caractère changeant du réseau international d'assistance électorale ainsi que des normes et codes internationaux de bonne pratique; b) les chevauchements constatés en ce qui concerne le rôle et les responsabilités de divers services et organismes du système des Nations Unies en matière d'assistance électorale; c) l'évaluation interne et externe des principales activités de la Division de l'assistance électorale; et d) la viabilité des directives générales, la mémoire institutionnelle et le mécanisme d'exploitation des enseignements tirés. Les auteurs du rapport ont conclu, entre autres que «Au cours de la période considérée (1992-1998), l'ONU a apporté à 68 États Membres, par l'intermédiaire de la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques, une assistance électorale qui a pris principalement la forme d'une coordination

et d'une facilitation du travail des observateurs internationaux et de l'assistance technique internationale. Les mesures prises ont facilité considérablement l'organisation d'élections dans de nombreux États Membres. Elles ont également favorisé la création d'institutions électorales dans certains États. Ces résultats ont été obtenus à des coûts réduits par rapport aux missions de maintien de la paix et autres missions de grande envergure ayant des responsabilités de nature électorale» (E/AC.51/1999/3, par. 69). Des recommandations ont été formulées; elles concernaient des directives pour les États Membres qui sollicitent une assistance électorale, les principes d'action et les responsabilités de la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques (évaluation des besoins, reconstitution et développement d'un réseau d'assistance électorale, contributions à apporter au débat politique intergouvernemental, mesures visant à coordonner et à faciliter l'exploitation des enseignements tirés, aide à la création d'associations régionales d'agents électoraux, intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, recherche active de fonds extrabudgétaires) et la répartition des responsabilités dans le domaine de l'assistance électorale au sein du système des Nations Unies. Le Comité du programme et de la coordination s'est prononcé sur les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation approfondie (A/54/16, par. 511 à 513).

Ces activités ont facilité considérablement l'organisation d'élections dans de nombreux États Membres. Elles ont également favorisé la création d'institutions électorales dans certains États. Ces résultats ont été obtenus à des coûts réduits par rapport aux missions de maintien de la paix et autres missions de grande envergure ayant des responsabilités de nature électorale.

*Examens triennaux de l'application
des recommandations formulées par le Comité
du programme et de la coordination
à sa trente-sixième session au sujet des
évaluations du Département de l'information et
des opérations de maintien de la paix : phase de
liquidation*

74. Les examens triennaux sont effectués en application de la décision du Comité du programme et de la coordination, prise à sa vingt-deuxième session, de faire le point sur la suite donnée à ses recommandations trois ans après s'être prononcé sur une évaluation approfondie.

75. L'examen portant sur le Département de l'information a montré que le Département s'était efforcé de donner suite à un certain nombre de recommandations du Comité. Il s'était employé à utiliser d'une manière plus active les moyens d'information traditionnels, tels que la radiodiffusion et les nouveaux médias, ainsi qu'à mettre en place un système plus efficace de collecte et de diffusion d'informations. Les progrès accomplis étaient toutefois inégaux et l'effet des mesures adoptées en 1997 et 1998 – par suite de la réorientation des activités d'information des Nations Unies – devrait être réexaminé ultérieurement. Le Comité du programme et de la coordination «s'est déclaré satisfait du rapport et des activités de contrôle et de suivi menées par le Bureau des services de contrôle interne au cours de sa préparation» (A/54/16, par. 525) et s'est prononcé sur ses recommandations (ibid., par. 527 et 528).

76. Pour la discussion consacrée à l'examen triennal du Département des opérations de maintien de la paix, voir les paragraphes 30 et 31 plus haut.

Calendrier des évaluations approfondies

77. Sur la recommandation du Comité du programme et de la coordination, l'Assemblée générale a adopté le calendrier ci-après pour les évaluations approfondies :

- | | |
|------|---|
| 2000 | Tendances, questions et politiques relatives au développement mondial, approche mondiale de diverses questions et politiques sociales et microéconomiques et sous-programmes correspondants dans les commissions régionales |
| | Promotion de la femme |
| 2001 | Coordination des politiques et développement durable |
| | Population |

Appendice II

Rapports présentés au Bureau des services dans les précédents rapports du Bureau des services de contrôle interne qui n'ont pas été pleinement suivies d'effets

A. Rapports à l'Assemblée générale

Enquête sur une éventuelle utilisation insuffisante de compétences spécialisées pour la planification des achats de services de transport aérien dans les missions de maintien de la paix (A/52/1010).
Au paragraphe 28 d) du document S/1994/273 daté du 7 septembre 1994, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) est prié d'inclure dans son rapport annuel un relevé de toutes les recommandations importantes formulées dans les rapports précédents au sujet des programmes d'assurance privés (A/52/1020) énumérées ci-après, au sujet desquelles des recommandations du BSCI n'avaient pas été pleinement suivies d'effets au 30 juin 1999, ont été examinées dans le précédent rapport annuel du BSCI (A/53/428) aux paragraphes indiqués.

Allégations selon lesquelles un fonctionnaire de la CNUCED aurait volé des fonds (A/53/811)

Fonction du BSCI	Unité administrative/sujet/référence dans les précédents rapports annuels	État
Audit	Rapport sur l'augmentation des coûts du contrat de développement du Système Intégré de gestion (A/53/829)	Des mesures sont à prendre concernant la mise en oeuvre de cinq recommandations formulées dans le rapport du BSCI sur les programmes d'assurance privée (A/52/1020, annexe), à savoir : instauration d'une politique de gestion des risques conjuguée au recensement des pertes et dommages subis; transfert de la responsabilité des polices d'assurance privées au groupe des achats et des contrats du Bureau des services
	Étude de dossiers d'arbitrage relatifs à des achats (A/53/843)	La mise en oeuvre, en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix, des risques afférents aux opérations de déminage; obtention de la part d'assureurs de propositions de garantie pour les activités de déminage; et évaluation externe du fonds d'auto-assurance.
	Audit et inspection du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (A/54/120)	
B. Rapports au Comité du programme et de la coordination		
	Évaluation approfondie du programme relatif au désarmement (E/AC.51/1999/2)	
	Évaluation approfondie du programme d'assistance électorale (E/AC.51/1999/3)	
Audit	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des programmes et de la coordination à sa trente-sixième session (E/AC.51/1999/4)	Un audit de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti a été mené par le Département des opérations de maintien de la paix. Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des programmes et de la coordination à sa trente-sixième session (E/AC.51/1999/4) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix. Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des programmes et de la coordination à sa trente-sixième session (E/AC.51/1999/4) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.
	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5)	Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.
	Dispositions à prendre pour que les programmes et activités approuvés soient intégralement exécutés, pour s'assurer de leur qualité, pour mieux rendre compte de ces éléments aux États Membres et pour permettre à ceux-ci de mieux les évaluer (A/54/117)	Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.
Enquête		
	Enquête sur la transparence et la qualité de la planification des achats de services de transport aérien pour les missions de maintien de la paix (A/53/428, par. 68 à 70)	Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.
Enquête		
	Enquête sur la transparence et la qualité de la planification des achats de services de transport aérien pour les missions de maintien de la paix (A/53/428, par. 68 à 70)	Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.
C. Rapports d'audit (départements/objet de l'audit)		
	Tribunal pénal international pour le Rwanda (A/53/428, par. 72 à 74)	Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.
	Département des affaires économiques et sociales (A/52/426, par. 41 et A/53/428, appendice I)	Les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-sixième session concernant l'évaluation des opérations de maintien de la paix : phase de liquidation (E/AC.51/1999/5) ont été prises en compte par le Département des opérations de maintien de la paix.

Département de la gestion	<p>Sécurité de la gestion des réseaux locaux de l'ONU</p> <p>Système téléphonique du Siège</p> <p>Audit de gestion des services administratifs</p> <p>Opérations de transport</p> <p>Versements à la cessation de service</p> <p>État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 ailleurs qu'au Siège</p>
Département des opérations de maintien de la paix	<p>Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)</p> <p>Service central d'appui de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)</p> <p>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage</p> <p>Liquidation de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) et transfert des opérations au Groupe d'appui de la police des Nations Unies</p> <p>Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi</p> <p>Audit de gestion des agents du Service mobile</p> <p>Sommes indûment versées au titre de l'indemnité de subsistance à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)</p> <p>Gestion des contrats de louage de services et d'approvisionnement en vivres</p> <p>Audit, par un vérificateur résident, du retrait anticipé des contrôleurs du Groupe international de police</p> <p>Audit de la phase préalable à la liquidation de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA)</p> <p>Liquidation de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU)</p>
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les affaires humanitaires en Iraq	<p>Rapport sur les opérations du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les affaires humanitaires en Iraq élaboré par le vérificateur résident du BSCI (juin-juillet 1998)</p>

Commission économique pour l'Afrique	Commission économique pour l'Afrique Audit de gestion du centre de conférences de la Commission économique pour l'Afrique État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Commission économique pour l'Afrique
Commission économique pour l'Europe	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Commission économique pour l'Afrique
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Siège sous-régional pour les Caraïbes (Port of Spain)
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	Déménagement du siège de la Commission économique pour l'Asie occidentale d'Amman à Beyrouth État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	Audit de gestion du centre de conférences de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
Cour internationale de Justice	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Cour internationale de justice
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	Gestion des technologies de l'information au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
Tribunal pénal international pour le Rwanda	Gestion des technologies de l'information au Tribunal pénal international pour le Rwanda
Centre du commerce international	Administration des fonds autorenewables et indemnités pour frais d'étude État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 au Centre du commerce international

Centre des Nations Unies pour les établissements humains	Bureau régional pour l'Afrique du Centre des Nations Unies pour les établissements humains
	Bureau des services de contrôle interne de Fukuoka, Bureau de Rio de Janeiro
Commission d'indemnisation des Nations Unies	Commission d'indemnisation des Nations Unies, gestion du personnel
	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Commission d'indemnisation des Nations Unies
CNUCED	Contrôles budgétaires et financiers de la CNUCED
	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la CNUCED
Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la diversification
Programme des Nations Unies pour l'environnement	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
	Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
	Groupe de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée
	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique
	Groupe régional de coordination pour les mers d'Asie de l'Est
	Secrétariat de la Convention de Bâle
	Remboursement des frais de voyage au Programme des Nations Unies pour l'environnement
	Bureau régional pour l'Asie occidentale
Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime	Activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues aux Antilles néerlandaises
	Produits du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour l'exercice biennal 1996-1997
	Projets du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues AD/RAS/95B36 (Appui au plan d'action sous-régional pour 1995-1998) et AD/RAS/95/968

	(Lutte contre les stupéfiants illicites et les produits chimiques placés sous contrôle dans la province du Yunnan)
	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Office des Nations Unies à Genève	Cinq cas de recrutement, d'affectation et de promotion d'agent des services généraux à l'Office des Nations Unies à Genève
	Services de télécommunications
	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Office des Nations Unies à Genève
Office des Nations Unies à Nairobi	Créances de l'Office des Nations Unies à Nairobi
	Gestion des technologies de l'information à l'Office des Nations Unies à Nairobi
	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Office des Nations Unies à Nairobi
Office des Nations Unies à Vienne	Conseil consultatif professionnel et scientifique international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale
	Centre de prévention de la criminalité internationale
	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Office des Nations Unies à Vienne
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Université des Nations Unies

État d'avancement des préparatifs pour le passage à l'an 2000 à l'Université des Nations Unies

**D. Rapports d'investigation
(département/objet de l'investigation)**

Département des opérations de maintien de la paix

Demandes frauduleuses d'indemnité pour frais d'études (plusieurs rapports)

Faute

Envoi d'effets personnels

Bureau de la gestion des ressources humaines

Faute

Département des affaires économiques et sociales

Demandes frauduleuses d'indemnité pour frais d'études

Méthodes d'embauche

Bureau des services centraux d'appui

Faux

Commission économique pour l'Afrique

Utilisation frauduleuse de chèques

Office des Nations Unies à Nairobi

Fausses demandes d'indemnités (plusieurs rapports)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Faute

Corruption

Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

Détournement de fonds

Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime

Faute

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Allégations de corruption